

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2019-GC-53	Motion <i>Motion</i>	Evaluation et bulletin scolaire au premier cycle (1H-4H) de la scolarité obligatoire <i>Beurteilung und Zeugnis im 1. Zyklus (1-4H) des obligatorischen Unterrichts</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Ueli Johner-Etter Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Christine Jakob Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
3.	2019-DICS-25	Rapport <i>Bericht</i>	Bilan du Lot-2 du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles (HAE) <i>Umsetzung des 1. Programnteils (2. Los) des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
4.	2019-GC-93	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR) (2018) <i>Interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR) (2018)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Gaétan Emonet Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

Dès 9 h 30 : Sortie du Grand Conseil / Ab 9.30 Uhr : *Ausflug des Grossen Rates*



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Jakob Christine / Johner-Etter Ueli

2019-GC-53

Evaluation et bulletin scolaire au premier cycle (1H-4H) de la scolarité obligatoire

I. Résumé de la motion

Par motion déposée le 15 avril 2019 et transmise au Conseil d'Etat le 23 avril 2019, la députée Christine Jakob et le député Ueli Johner font observer que, sur décision du canton, les écoles de l'enseignement obligatoire de langue allemande travailleront sur la base du Lehrplan 21 (LP21) dès l'année scolaire 2019/20. Selon la recommandation du rapport spécifique intitulé « Evaluer » émis par la Conférence des directeurs alémaniques de l'instruction publique (D-EDK), le bulletin scolaire devrait contenir au plus tôt à la fin du premier cycle (deuxième classe primaire) une évaluation des performances, parce que les élèves de ce degré présentent de grandes différences par rapport au développement de leurs apprentissages, et parce qu'il conviendrait également de leur éviter une pression sur les résultats qui serait trop précoce et non adaptée à leur âge.

L'instrument d'évaluation élaboré dans le cadre d'un groupe de travail cantonal et développé sur la base du plan d'études prend en compte l'accompagnement orienté vers l'encouragement des élèves et prévoit des points de la situation et des feedbacks réguliers qui permettent aux élèves de réfléchir à leurs apprentissages et de poursuivre leur développement.

Selon les deux motionnaires, la décision de principe de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) du 14 décembre 2018 relative à l'évaluation et au bulletin scolaire au premier cycle dans un but d'harmonisation entre les deux régions linguistiques est contraire aussi bien à la recommandation de la Conférence des directeurs alémaniques de l'instruction publique qu'à la philosophie de base du Lehrplan 21 (en 1H/2H, avec une attestation de suivi de l'enseignement et une attestation d'entretien avec les parents qui mentionne les progrès d'apprentissage de l'élève à l'aide de l'instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation, et en 3H/4H, avec une évaluation de l'atteinte des objectifs fixés pour les compétences disciplinaires à l'aide d'une échelle à quatre degrés et d'appréciations).

Les deux député-e-s sont d'avis que le canton de Fribourg, avec ses deux plans d'études distincts et ses différences linguistiques et culturelles, devrait aussi autoriser deux modèles différents de bulletins scolaires dans le domaine de l'instruction publique.

Par conséquent, les motionnaires demandent qu'une évaluation sommative avec des appréciations n'intervienne pour la première fois dans le bulletin scolaire de la partie alémanique qu'à la fin du premier cycle.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Introduction

L'école obligatoire remplit une mission de formation et de socialisation comportant des tâches d'enseignement et d'éducation. Les plans d'études cantonaux permettent aux élèves de développer au mieux leurs aptitudes et possibilités. A l'école primaire (1H-8H), les élèves doivent acquérir des connaissances et compétences de base telles que les mathématiques, ou la capacité de lire et écrire dans la langue de leur école. Ces connaissances et compétences seront consolidées, approfondies et étendues au cycle d'orientation (9H-11H). Des dispositions réglementaires régissent d'un côté la promotion et de l'autre la sélection et les conditions d'admission aux voies de formation postobligatoires. Ainsi en est-il de la préorientation des élèves dans un type de classe du cycle d'orientation dans le cadre de la procédure de passage de l'école primaire au CO sur la base du niveau des performances de chaque élève de 8H. En plus des compétences disciplinaires, les élèves développent des compétences transversales (personnelles, sociales et méthodiques) qui leur permettront des apprentissages tout au long de leur vie.

Dans un enseignement orienté sur les compétences, l'évaluation permet de regarder dans quelle mesure et avec quelle profondeur ont eu lieu les acquisitions des connaissances et compétences dans les domaines disciplinaires figurant dans le plan d'études. Cela nécessite une explicitation fondée de l'évaluation avec ses aspects centraux durant une séquence d'apprentissage, indépendamment des régions linguistiques (définition des objectifs basés sur les degrés de compétences, culture du feedback pour l'encouragement de l'apprenante ou de l'apprenant au cours du processus d'apprentissage, évaluation formative et sommative, autoévaluation, différentes formes de situations d'évaluation, critères d'évaluation transparents et formulés de manière compréhensible).

Pour l'accomplissement de ces missions, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) dispose de deux Services, soit le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA) avec le Lehrplan 21 (LP21) dès l'année scolaire 2019/20 et le Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) avec le Plan d'études romand (PER).

2. Plans d'études et évaluation dans un enseignement orienté sur les compétences

2.1. Plans d'études

Selon l'article 62 al. 4 de la Constitution fédérale, les cantons ont une obligation d'harmonisation des principaux repères de l'école obligatoire.

Avec « l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire » (concordat HarmoS) auquel le canton de Fribourg a adhéré en 2010, les cantons remplissent toutes les conditions imposées par la Constitution à l'école obligatoire. Ces conditions concernent entre autres les objectifs importants des degrés de formation définis dans des plans d'études par régions linguistiques.

Le PER de la « Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) », et le Lehrplan 21 de la « Conférence alémanique des directeurs de l'instruction publique (D-EDK) » et le plan d'études tessinois reprennent ces objectifs de formation qui ont été définis en 2011 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) pour la langue de l'établissement (L1), les langues étrangères (L2), les mathématiques et les sciences naturelles à l'école obligatoire.

Les plans d'études décrivent le mandat de la politique de formation confié à l'école obligatoire et les objectifs qui y sont définis permettent à chaque élève d'accéder à la formation professionnelle ou aux écoles du secondaire II qui proposent une formation générale.

Dans la partie francophone du canton, le PER a été introduit en 2010. Quant au Lehrplan 21, il entre en vigueur dans les écoles germanophones de la scolarité obligatoire à tous les degrés et pour toutes les années scolaires au début de l'année scolaire 2019/20 et sera implémenté jusqu'à la fin de l'année scolaire 2022/23.

L'interprétation en fonction des régions linguistiques des objectifs de formation contenus dans le PER et le Lehrplan 21 (et spécifiquement pour l'enseignement des langues étrangères dans la partie alémanique dans le plan d'études Passepartout, qui est conforme au Lehrplan 21), ainsi que l'empreinte linguistique et culturelle, ont à différents niveaux une influence sur les écoles des deux régions linguistiques. Cette influence concerne d'une part la formation du corps enseignant (profils) et d'autre part la culture scolaire, l'organisation de l'école, l'organisation de l'enseignement et les grilles horaires.

2.2. L'évaluation dans un enseignement orienté sur les compétences

Dans le cadre d'un enseignement orienté sur les compétences, il convient de développer une culture de l'évaluation et du retour d'informations centrée sur l'atteinte des compétences disciplinaires et transversales. En cela, l'évaluation n'est pas le but de l'enseignement, mais un moyen d'encouragement et elle a en fin de compte un caractère sélectif. En même temps, les conditions cadres légales relatives à l'évaluation doivent être mises en œuvre dans le cadre du nouveau bulletin scolaire.

Pour l'acquisition de compétences disciplinaires et transversales, un enseignement orienté sur les compétences crée des opportunités d'apprentissage dans lesquelles le savoir et le « pouvoir » peuvent être utilisés dans des situations significatives et de la manière la plus autonome possible, ce qui permet aux élèves de déployer leurs capacités et leur potentiel. Les processus d'apprentissage des élèves sont soutenus par l'enseignante ou l'enseignant. De la sorte, l'évaluation formative (orientée sur l'encouragement) gagne en signification de par le fait qu'elle accompagne et soutient la construction et l'élargissement des compétences des élèves de manière ciblée.

L'évaluation se focalise sur les compétences disciplinaires et transversales qui deviennent visibles par la mobilisation et l'utilisation de savoirs (disciplinaires, sociaux ou de l'ordre de la stratégie) dans différentes tâches ou situations-problèmes complexes. L'enseignement orienté sur les compétences comporte également toujours une autoévaluation du niveau d'apprentissage ainsi qu'une réflexion sur les processus d'apprentissage par le dialogue entre le corps enseignant et les élèves.

Dans sa planification, l'enseignante ou l'enseignant fixe les objectifs, guidé-e par les balises du Lehrplan 21 et détermine les exigences de base et les exigences étendues. Il ou elle les communique aux élèves au début de la séquence d'apprentissage. Au cours du processus d'apprentissage, il ou elle soutient les élèves par un feedback formatif. L'évaluation sommative sous la forme d'un justificatif de performance (appréciation/note) fait le bilan de l'atteinte des objectifs à l'aide de critères transparents et compréhensibles. Un tel bilan de l'atteinte des objectifs est possible dès la 3H.

2.3. Le Lehrplan 21 et l'évaluation sommative

Ni le Lehrplan 21, ni le PER ne donnent d'indications relatives à l'évaluation à but de promotion, pas plus que sur les épreuves d'évaluation, les bulletins scolaires, la distribution de notes ou les règles de promotion, qui relèvent du canton.

Pour ces raisons, la décision de principe de la DICS relatif au bulletin scolaire de 1H à 11H harmonisé pour les deux régions linguistiques ne contredit pas la philosophie de base du Lehrplan 21, contrairement à ce que prétendent les deux motionnaires. Le rapport spécifique « Evaluer », évoqué dans le développement de la motion, émane du groupe de travail « Kommission Volksschule » (03.11.2015) et contient des réflexions sur l'évaluation et une récolte de matériel ; il ne comporte ni prise de position dudit groupe de travail, ni celle de l'assemblée générale de la Conférence alémanique des directeurs de l'instruction publique et ne peut donc pas être compris comme une recommandation faite aux cantons pour la mise en œuvre d'une évaluation en lien avec le bulletin scolaire.

Comme signalé plus haut, le Lehrplan 21 ne donne aucune indication quant à l'évaluation à but de promotion, car cette dernière relève du canton et s'appuie sur les conditions cadres cantonales respectives. Ainsi n'y a-t-il pas dans les cantons alémaniques où le Lehrplan 21 est déjà en vigueur aujourd'hui une pratique uniforme relative au moment de l'introduction des appréciations ou des notes pour l'évaluation en lien avec le bulletin scolaire au premier cycle. Au contraire, les formulations de compétences du Lehrplan 21 ouvrent des possibilités de développement dans le domaine de l'évaluation formative. Dans ce but, le DOA a développé un concept de formation continue interne aux établissements en 3 modules (« Evaluation et vécu de compétences », « Feedback formatif et soutien adaptatif » ainsi que « Différenciation et tâches d'apprentissage ») qui devra être déployé obligatoirement dans tous les établissements durant la période 2019/20 – 2022/23.

2.4. Grille-horaire

Comme la grille horaire se rapporte aux plans d'études, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a adopté la nouvelle grille horaire de 1H à 11H le 5 mars 2017 (valable à partir de l'année scolaire 2019/20 en même temps que l'entrée en vigueur du Lehrplan 21). Cette nouvelle grille se base sur les articles 18 et 22 de la loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS) et sur l'article 30 du règlement de la loi sur la scolarité obligatoire (RLS). Elle a été adoptée après analyse des retours d'une large consultation de tous les partenaires de l'école. La nouvelle grille horaire définit le temps d'enseignement par discipline et reprend la terminologie du Lehrplan 21 en ce qui concerne la description des domaines disciplinaires et les formulations des compétences transversales. Cette terminologie doit être reprise dans le bulletin scolaire.

3. Conditions cadres cantonales concernant l'évaluation et le bulletin scolaire

3.1. Dispositions légales

En 2014, le Grand Conseil a ancré les dispositions légales concernant l'évaluation et la promotion dans la LS. Il y a lieu de relever à ce sujet deux points forts : « *Les travaux scolaires sont l'objet d'une évaluation régulière qui est communiquée aux élèves et à leurs parents* » (Art. 37 al. 1 LS) et « *Sont déterminants pour le passage d'une année scolaire à la suivante ou d'un cycle au suivant le travail scolaire, les connaissances et capacités acquises ainsi que l'âge des élèves* » (Art. 38 al. 1 LS). Les articles 72 à 79 RLS précisent de manière détaillée le but, le contenu, les modalités, les critères et la manière de communiquer l'évaluation, de même qu'ils donnent des indications relatives au bulletin scolaire. Ainsi, le bulletin scolaire contient pour chaque semestre des

indications sur le degré d'atteinte des objectifs et donne des renseignements sur le développement des compétences transversales définies dans les plans d'études. L'enseignante ou l'enseignant établit à échéances régulières un bilan intermédiaire en faisant une évaluation/épreuve relative à l'ensemble de la matière/séquence d'enseignement traitée. Il s'agit là d'évaluations globales qui livrent des informations significatives sur la mesure dans laquelle les objectifs définis pour la période ou séquence d'enseignement ont été acquis par les élèves. Ces travaux mesurent aussi bien les connaissances des élèves que leur capacité à les utiliser dans une situation donnée. Ces évaluations globales constituent les bases essentielles de l'évaluation sommative, laquelle est exprimée soit sous la forme d'une évaluation par des appréciations, soit à l'aide de notes. Les résultats de l'évaluation sont donnés à l'aide d'une échelle d'évaluation (par exemple objectifs très bien atteints, bien atteints, atteints, non atteints) ou de notes (de 6 à 3 à l'école primaire, de 6 à 1 au cycle d'orientation, des notes au demi étant possibles). Les compétences transversales sont également évaluées à l'aide d'appréciations.

3.2. But et contenus du bulletin scolaire quant à l'évaluation des compétences disciplinaires et transversales

Le bulletin scolaire atteste pour chaque élève qu'il ou elle a fréquenté l'école obligatoire. C'est le document officiel de communication des résultats scolaires des élèves.

A l'entrée à l'école obligatoire, un bulletin scolaire est établi pour toutes et tous les élèves, bulletin scolaire qui doit être géré selon les dispositions de la loi scolaire (LS), de son règlement (RLS) et des lignes directrices correspondantes de la DICS. Le bulletin scolaire est transmis aux parents deux fois par année, à chaque fois à la fin du semestre. Les évaluations qui y sont inscrites concernent exclusivement le semestre indiqué dans le bulletin scolaire. Par leur signature, les parents attestent qu'ils ont pris connaissance des résultats qu'il contient. Dans le but de fournir une évaluation globale, deux domaines sont évalués : les performances obtenues dans les disciplines (compétences disciplinaires) et les compétences transversales (compétences personnelles, sociales, méthodiques).

Le chemin pour atteindre les objectifs fixés (processus d'apprentissage) est observé. L'élève obtient des retours réguliers sur ses progrès d'apprentissage et est accompagné sur son chemin personnel d'apprentissage.

3.2.1. L'évaluation des compétences disciplinaires dans le bulletin scolaire

Fondamentalement, tous les domaines disciplinaires qui impliquent des exigences de base dans les plans d'études sont évalués. Ces évaluations se rapportent à l'atteinte d'objectifs qui découlent des descriptifs de compétences des plans d'études. Comme il est prévu que l'évaluation des compétences disciplinaires dans le bulletin scolaire prenne la forme d'appréciations ou de notes, cette évaluation a lieu exclusivement sur la base de l'évaluation externe de l'enseignante ou de l'enseignant. En plus de l'évaluation comprenant des appréciations ou des notes, l'élève obtient régulièrement, durant son processus d'apprentissage, des retours du corps enseignant sur ses progrès.

3.2.2. L'évaluation des compétences transversales (compétences personnelles, sociales et méthodiques) dans le bulletin scolaire

Dans le bulletin scolaire, l'état de la situation quant aux compétences transversales induites par les plans d'études fait également l'objet de remarques à l'aide d'appréciations. Les compétences définies sont organisées en trois domaines, les compétences personnelles, sociales et méthodiques. L'évaluation décrit le degré de développement relatif à la compétence évaluée.

4. Mission d'harmonisation à l'école obligatoire (passage de l'école primaire au cycle d'orientation, changement de types de classes, admission aux voies de formation post obligatoires)

Dans le canton de Fribourg, la pratique de l'évaluation est influencée par l'existence de deux services de l'enseignement obligatoire, un pour chaque région linguistique, deux plans d'études, une formation initiale et continue différente selon les régions linguistiques, des moyens d'enseignement différents ainsi qu'une approche différente de l'enseignement pour des questions linguistiques et culturelles. Avec la mise en œuvre de la loi scolaire et de son règlement, la DICS se conforme à sa mission d'harmonisation de l'école obligatoire. En particulier, l'évaluation qui relève du bulletin scolaire doit être harmonisée afin de garantir le traitement équitable de toutes et tous les élèves du canton, car elle constitue la base des décisions au cours du parcours scolaire (passage de l'école primaire au cycle d'orientation, changement de types de classes, admission aux voies de formation postobligatoires).

4.1. Avant-projet de lignes directrices de la DICS à propos de la pratique de l'évaluation à l'école obligatoire

Le 21 novembre 2016, la DICS a mandaté un groupe de travail interservices (DOA/SEnOF) dans lequel la HEP et l'Université de Fribourg (CERF) étaient également représentées, en vue d'élaborer des lignes directrices relatives à l'application de l'évaluation à l'école obligatoire en s'appuyant sur les articles 37 et 38 de la loi scolaire et les articles 72 à 79 de son règlement. A ce groupe de travail était associé un groupe de résonance bilingue avec représentation d'enseignantes et d'enseignants de tous les cycles (délégué-e-s par les associations professionnelles), de la Conférence des directions d'écoles primaires et du CO.

L'avant-projet de ces lignes directrices prenait en considération les thèmes suivants :

- > L'accompagnement de l'élève dans son processus d'apprentissage afin de lui permettre d'atteindre les objectifs.
- > La pratique de l'évaluation orientée sur le soutien.
- > L'introduction du PER et du Lehrplan 21 et leur influence sur la pratique de l'évaluation.
- > La volonté d'harmonisation de la pratique de l'évaluation en tenant compte des particularités des différents cycles et régions linguistiques.
- > La nécessité de clarification dans le domaine des différentes pratiques d'évaluation.
- > La prise en considération des élèves à besoins particuliers.

La consultation interne à la DICS de cet avant-projet de lignes directrices a duré du 16 avril au 31 mai 2018.

La thématique de l'évaluation revêt une grande importance et concerne incontestablement les représentations en termes de valeurs et l'action professionnelle de toutes et tous les spécialistes de l'enseignement. Ainsi, les retours de consultation ont été le reflet de points de vue différents. Ces derniers sont en partie conditionnés par la région linguistique et parfois par des aspects spécifiques aux thèmes abordés.

Après analyse des retours de consultation, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a décidé de repousser dans un premier temps une refonte et une finalisation de l'avant-projet des lignes directrices. Même si quelques dispositions conditionnées par les directives de la loi

scolaire et de son règlement n'étaient pas remises en question, ce report devait permettre de répondre aux demandes réitérées provenant des deux régions linguistiques, comme par exemple la mise sur pied d'une offre de formation continue ou l'élaboration d'un instrument d'évaluation pour le premier cycle. En effet, en fin de compte, ce ne sont pas les lignes directrices qui changent la pratique de l'évaluation dans l'enseignement, mais les échanges fondés au sujet de l'évaluation dans chaque établissement ainsi qu'en formation initiale et continue. Le travail aura lieu ces prochaines années dans les écoles francophones et germanophones du DOA et du SEnOF. Le but demeure de garantir la qualité de l'école fribourgeoise de manière durable et de la développer en continu.

4.2. Décisions de principe de la DICS concernant l'évaluation et le bulletin scolaire dans le cadre de l'enseignement obligatoire, de 1H à 11H (DOA/SEnOF)

Comme mentionné, un bulletin scolaire est un document officiel qui est défini en grande partie par la loi scolaire et son règlement. En revanche, le règlement en question ne donne aucune indication quant au moment de l'introduction des appréciations, respectivement des notes. L'analyse des retours de consultation sur ces questions n'a pas débouché sur une prise de position unanime. Cependant, avec l'entrée en vigueur du Lehrplan 21 à partir de l'année scolaire 2019/20, un nouveau bulletin scolaire de 1H à 11H doit être mis à disposition des écoles germanophones. C'est pour cette raison que, en s'appuyant sur les articles 37 et 38 de la loi scolaire et les articles 72 à 79 de son règlement, les décisions de principe suivantes prises par la DICS en date du 14 décembre 2018 sont valables en ce qui concerne l'évaluation et le bulletin scolaire dans le cadre de la scolarité obligatoire (DOA/SEnOF) :

Introduction du nouveau bulletin scolaire :

- > DOA : dès l'année scolaire 2019/20
- > SEnOF : dès l'année scolaire 2021/22

Il n'y a aucune différence dans les domaines suivants (harmonisation atteinte) :

- > Les élèves qui n'atteignent pas les exigences de base (mesures d'aide ordinaires [MAO] ou renforcées [MAR]) ne reçoivent pas de notes individuelles (Remarque dans le bulletin : objectifs individuels → un rapport d'apprentissage apparaît automatiquement dans le bulletin).
- > Au troisième cycle, chaque élève reçoit un bulletin scolaire correspondant à l'un des trois types de classe. Il n'existe pas d'autre modèle de bulletin scolaire. Les élèves qui sont orienté-e-s en classe de soutien pour une mesure d'aide reçoivent le bulletin scolaire de la « classe à exigences de base ». Pour les disciplines dans lesquelles l'élève travaille selon des objectifs individuels, un renvoi est automatiquement fait dans le bulletin scolaire vers le rapport d'apprentissage.
- > 1H/2H: l'attestation de suivi de l'enseignement ainsi que l'attestation selon laquelle un entretien avec les parents a eu lieu, entretien au cours duquel l'enseignant-e a présenté les progrès d'apprentissage de l'élève. Pour ce faire, l'enseignant-e s'appuie sur l'instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation de 1H/2H.
- > 3H/4H: l'atteinte des objectifs fixés pour les compétences disciplinaires est évaluée à l'aide d'appréciations et d'une échelle à 4 degrés. Les compétences transversales sont évaluées à l'aide de critères déterminés par les deux services de l'enseignement obligatoire sur une échelle à 4 degrés.
- > 5H/11H: l'atteinte des objectifs fixés pour les compétences disciplinaires est évaluée par des notes (5H/8H: notes de 6 à 3, les notes au demi sont possibles; 9H/11H : notes de 6 à 1, les notes

au demi sont possibles). Les compétences transversales sont évaluées à l'aide de critères déterminés par les deux services de l'enseignement obligatoire sur une échelle à 4 degrés.

Harmonisation à laquelle aspirer :

- > Les disciplines facultatives au troisième cycle font l'objet d'une annotation « fréquenté » dans le bulletin scolaire au cas où la discipline concernée a été suivie pendant au moins un semestre (n'affecte en aucun cas le statut de l'élève).
- > La terminologie utilisée pour les appréciations (discussions entre le DOA et le SEnOF avec prise en considération des aspects pédagogiques, linguistiques et de compréhensibilité pour les parents).

Différences possibles entre les régions linguistiques :

- > Contenus/terminologie des plans d'études (par exemple : descriptifs de disciplines/Formulations quant aux critères pour les compétences transversales).

4.3. Groupe de travail « Instrument Apprendre, accompagner, soutenir 3H/4H » du DOA

Contrairement à ce qui est mentionné par les deux motionnaires, aucun groupe de travail cantonal DOA/SEnOF n'a été mandaté, et aucun instrument d'évaluation adapté n'a été élaboré en s'appuyant sur le Lehrplan 21.

En octobre 2018, le DOA a mandaté un groupe de travail interne « Instrument Apprendre, accompagner, soutenir 3H/4H », dans lequel la HEP Fribourg était représentée. Celui-ci avait pour but de développer un instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation en 3H/4H s'inscrivant dans le prolongement de l'instrument correspondant pour les 1H/2H (déjà développé durant l'année scolaire 2017/18 sur la base de l'instrument du même ordre du canton de Lucerne). Les travaux y relatifs se sont cependant révélés très complexes car, en 3H/4H, les compétences disciplinaires et les compétences transversales doivent être évaluées différemment qu'en 1H/2H, degrés pour lesquels l'instrument d'accompagnement et d'évaluation se limite à l'évaluation des critères orientés sur le développement.

A la suite des décisions de principe de la DICS du 14 décembre 2018 concernant l'évaluation et le bulletin scolaire dans le cadre de la scolarité obligatoire (DOA/SEnOF), le mandat du groupe de travail « Instrument Apprendre, accompagner, soutenir 3H/4H » du DOA a été adapté en janvier 2019 dans le sens où l'instrument en question devait servir à déterminer l'état de la situation dans le domaine de la construction des compétences disciplinaires en vue de l'entretien avec les parents. Les travaux ont montré que le développement d'un tel instrument est hautement problématique. Il deviendrait très volumineux et donc d'une part très exigeant pour les enseignant-e-s et d'autre part difficilement compréhensible pour les parents, car il doit obligatoirement contenir des compétences complètes et les degrés de compétences du Lehrplan 21. Autrement dit : le Lehrplan 21 fait foi et le canton n'a pas le droit d'établir un extrait qui comprendrait des choix de niveaux de compétences. Etablir un tel extrait reviendrait en effet à créer une version cantonale simplifiée et incomplète, ce qui ne correspondrait plus à l'intention et à la compréhension du Lehrplan 21. Il n'existe ainsi actuellement aucun instrument d'évaluation adapté pour les 3H/4H.

4.4. Traitement actuel de l'évaluation des compétences disciplinaires dans le bulletin scolaire de 1H à 8H dans les parties germanophone et francophone du canton

Cd = compétences disciplinaires; ct = compétences transversales

En jaune : traitement différent DOA/SEnOF, en vert : traitement identique DOA/SEnOF

	Attestation de suivi de l'enseignement (ni appréciation, ni note)		Appréciation		Note	
	DOA	SEnOF	DOA	SEnOF	DOA	SEnOF
1H (1er sem.)	L'élève ne reçoit pas de bulletin scolaire	Attestation de suivi de l'enseignement Attestation d'entretien avec les parents				
1H (2ème sem.)	Attestation de suivi de l'enseignement Attestation d'entretien avec les parents			ct		
2H (1er sem.)	L'élève ne reçoit pas de bulletin scolaire			ct		
2H (2ème sem.)	Attestation de suivi de l'enseignement Attestation d'entretien avec les parents			cd et ct		
3H (1er sem.)			cd et ct	cd et ct		
3H (2ème sem.)			cd et ct	cd et ct		
4H (1er sem.)			cd et ct	cd et ct		
4H (2ème sem.)			cd et ct	ct		cd
5H (1er sem.)			cd et ct	cd et ct		
5H (2ème sem.)			ct	cd et ct	cd	
6H (1er sem.)			cd et ct	cd et ct		
6H (2ème sem.)			ct	ct	cd	cd
7H (1er sem.)			cd et ct	ct		cd
7H (2ème sem.)			ct	ct	cd	Cd
8H (1er sem.)			ct	ct	cd	Cd
8H (2ème sem.)			ct	ct	cd	Cd

4.5. Harmonisation planifiée de la démarche d'évaluation des compétences disciplinaires et transversales dans le bulletin scolaire de 1H à 11H dans les parties germanophone et francophone du canton en tant que solution de compromis

L'harmonisation demandée par le Grand Conseil concernant l'évaluation qui relève du bulletin scolaire et la gestion du bulletin scolaire sera mise sur pied et garantie avec la mise en œuvre des articles 37 et 38 de la loi scolaire et des articles 72 à 75, 77 à 79 et 81 de son règlement. S'appuyant sur ces articles légaux, les décisions de principe relatives à l'évaluation et au bulletin scolaire dans le cadre de la scolarité obligatoire de 1H à 11H (DOA/SEnOF) précisent la mise sur pied des dispositions relatives à l'évaluation qui relève du bulletin scolaire (art. 73 al. 3 RLS). Les dispositions relatives à l'évaluation qui relève du bulletin scolaire doivent être considérées dans la perspective de chaque cycle concerné, mais également de l'ensemble de la scolarité obligatoire ainsi que du passage de l'école primaire au cycle d'orientation, de la perméabilité durant le cycle d'orientation et des conditions d'accès aux écoles du Secondaire II.

Les décisions de principe relatives à l'évaluation des compétences disciplinaires et transversales dans le bulletin scolaire durant toute la scolarité obligatoire dans le canton de Fribourg sont d'une part adaptées à l'état de développement des élèves et d'autre part appliquées de manière cohérente avec l'ensemble du parcours de formation jusqu'à l'accès aux écoles du secondaire II. En même temps, elles constituent une synthèse entre les démarches d'évaluation différentes actuellement en ce qui concerne le bulletin scolaire et les retours de consultation divergents sur l'avant-projet de lignes directrices de la DICS sur la pratique de l'évaluation à l'école obligatoire.

Pour ces raisons et afin d'accomplir la mission d'harmonisation sollicitée par le Grand Conseil pour ce qui concerne la scolarité obligatoire, voici ce qui est valable à l'avenir :

1H/2H	Attestation de suivi de l'enseignement et attestation d'entretien avec les parents , lequel s'appuie sur l' instrument officiel d'accompagnement et d'évaluation .
3H/4H	L'atteinte des objectifs fixés des compétences disciplinaires est évaluée à l'aide d'une échelle à 4 degrés et d'appréciations . Les compétences transversales sont évaluées à l'aide de critères que les services de l'enseignement obligatoire déterminent et d'une échelle à 4 degrés .
5H/8H	L'atteinte des objectifs fixés des compétences disciplinaires est évaluée à l'aide de notes (de 6 à 3, les notes au demi sont possibles). Les compétences transversales sont évaluées à l'aide de critères que les services de l'enseignement obligatoire déterminent et d'une échelle à 4 degrés .
9H/11H	L'atteinte des objectifs fixés des compétences disciplinaires est évaluée à l'aide de notes (de 6 à 1, les notes au demi sont possibles). Les compétences transversales sont évaluées à l'aide de critères que les services de l'enseignement obligatoire déterminent et d'une échelle à 4 degrés .

En ce qui concerne le bulletin scolaire, des différences entre les régions linguistiques sont possibles et nécessaires. Ces dernières concernent la terminologie et les contenus des plans d'études (disciplines, descriptifs de disciplines, formulations relatives aux critères pour les compétences transversales).

L'objection des deux motionnaires selon laquelle la démarche planifiée s'appuyant sur les décisions de principe de la DICS du 14 décembre 2018 relatives à l'évaluation et au bulletin scolaire dans le cadre de la scolarité obligatoire (DOA/SEnOF) ne correspond pas à la philosophie de base du Lehrplan 21 ne peut pas être considérée comme valable car, comme mentionné au point 2.3, le Lehrplan 21 ne donne aucune indication quant à l'évaluation qui relève du bulletin scolaire.

5. Conclusion et position du Conseil d'Etat

La nouvelle loi scolaire, qui est entrée en vigueur le 1^{er} août 2015, ainsi que son règlement, contiennent toutes les dispositions légales nécessaires permettant de procéder à une évaluation harmonisée et équivalente pour les élèves germanophones et francophones du canton de Fribourg. Les deux services de l'enseignement obligatoire (DOA et SEnOF) de la DICS collaborent étroitement et veillent à une mise sur pied harmonisée des dispositions légales en prenant en considération les spécificités linguistiques régionales.

Pour ces raisons, le Conseil d'Etat propose le rejet de cette motion.

28 mai 2019



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Jakob Christine / Johner-Etter Ueli

2019-GC-53

Beurteilung und Zeugnis im 1. Zyklus (1-4H) des obligatorischen Unterrichts

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 15. April 2019 eingereichten und am 23. April 2019 dem Staatsrat übermittelten begründeten Motion wiesen die Grossrätin Christine Jakob und der Grossrat Ueli Johner darauf hin, dass mit Entscheid des Kantons, die Schulen des obligatorischen deutschsprachigen Unterrichts ab dem Schuljahr 2019/20 nach dem Lehrplan 21 (LP 21) arbeiten und gemäss Empfehlung des Fachberichts «Beurteilen» der Deutschschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz (D-EDK), das Zeugnis frühestens am Ende des 1. Zyklus (2. Primarklasse) eine Leistungsbeurteilung beinhalten sollte. Dies mit der Begründung, dass die Schülerinnen und Schüler dieser Stufe starke Unterschiede bezüglich ihrer Lernentwicklung vorweisen und um zu frühen, nicht altersgemässen Leistungsdruck zu vermeiden.

Das in einer kantonalen Arbeitsgruppe entwickelte und lehrplanabgestützt erstellte Beurteilungsinstrument trägt der förderorientierten Begleitung der Schülerinnen und Schüler Rechnung und sieht regelmässige Standortbestimmungen und Feedbacks vor, welche den Schülerinnen und Schülern erlauben über ihr Lernen nachzudenken und sich weiterzuentwickeln.

Gemäss den beiden Motionären widerspricht der Grundsatzentscheid vom 14. Dezember 2018 der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) betreffend Beurteilung und Zeugnis im 1. Zyklus zwecks Harmonisierung beider Sprachregionen sowohl der Empfehlung des Fachberichts der D-EDK wie auch dem Grundgedanken des LP 21 (1H/2H mit einer Unterrichtsbestätigung, Bestätigung des Elterngesprächs mit Aufzeigen der Lernfortschritte der Schülerin oder des Schülers anhand des offiziellen Begleit- und Beurteilungsinstruments und in der 3H/4H mit der Beurteilung der Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen anhand einer 4er-Skala mit Prädikaten).

Die Grossrätin und der Grossrat sind der Ansicht, dass der Kanton Freiburg mit zwei unterschiedlichen Lehrplänen sowie sprachregionalen und kulturellen Unterschieden, auch zwei unterschiedliche Zeugnismodelle im öffentlichen Bildungsbereich zulassen sollte.

Daher verlangen die Motionäre, dass im deutschsprachigen Zeugnis erstmals am Ende des ersten Zyklus eine summative Beurteilung mit Prädikaten erfolgt.

II. Antwort des Staatsrats

1. Einleitung

Die obligatorische Schule erfüllt einen allgemeinen Bildungs- und Sozialisierungsauftrag mit Unterrichts- und Erziehungsaufgaben, der sich nach den kantonalen Lehrplänen richtet und den Schülerinnen und Schülern ermöglicht, ihre Begabungen und Fähigkeiten bestmöglich zu entfalten. In der Primarschule (1H–8H) sollen die Schülerinnen und Schüler solide Grundkenntnisse, -fertigkeiten und -kompetenzen wie Lesen und Schreiben in der Schulsprache und Mathematik erwerben, die an der Orientierungsschule (9H/11H) gefestigt, vertieft und erweitert werden. Die kantonalen reglementarischen Bestimmungen regeln einerseits die Promotion und andererseits die Selektion und Zulassungsbedingungen für die nachobligatorischen Bildungswege. So orientiert sich die Erstzuweisung der Schülerinnen und Schüler in einen Klassentypus der Orientierungsschule anlässlich des Übertrittsverfahrens von der Primar- an die Orientierungsschule am schulischen Leistungsstand jeder Schülerin und jedes Schülers in der 8H. Zusätzlich zu den fachlichen Kompetenzen bauen die Schülerinnen und Schüler überfachliche Kompetenzen (personale, soziale und methodische Kompetenzen) auf, die ihnen ein lebenslanges Lernen ermöglichen.

Mit der Beurteilung im kompetenzorientierten Unterricht wird der Blick darauf gerichtet, welches Wissen und Können (Fähigkeiten und Fertigkeiten) in welcher Qualität Schülerinnen und Schüler in den durch den Lehrplan vorgegebenen Fachbereichen erwerben sollen. Dies bedingt eine fundierte Auseinandersetzung mit zentralen Aspekten der Beurteilung während einer Lernsequenz (Festlegung der von den Kompetenzstufen abgeleiteten Lernzielen, Feedbackkultur zur Unterstützung der Lernenden während des Lernprozesses, formative und summative Beurteilung, Selbstbeurteilung, unterschiedliche Formen von Beurteilungsanlässen, transparente und verständlich formulierte Beurteilungskriterien) unabhängig der Sprachregionen.

Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) verfügt zur Erfüllung ihrer Aufgaben über zwei Ämter, nämlich das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA) mit dem Lehrplan 21 (LP 21 ab Schuljahr 2019/20) und das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF) mit dem Plan d'études romand (PER).

2. Lehrpläne und Beurteilung im kompetenzorientierten Unterricht

2.1. Lehrpläne

Gemäss Art. 62 Abs. 4 der Bundesverfassung (BV) sind die Kantone zu einer Harmonisierung der wichtigen Eckwerte der obligatorischen Schule verpflichtet.

Mit der «Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule» (HarmoS-Konkordat), welchem der Kanton Freiburg 2010 beigetreten ist, erfüllen die Kantone alle verfassungsmässigen Vorgaben für die obligatorische Schule. Diese Vorgaben betreffen unter anderem die wichtigsten Ziele der Bildungsstufen - festgelegt in sprachregionalen Lehrplänen.

Der PER und der Tessiner Lehrplan der «Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)» und der LP 21 der «Deutschschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz (D-EDK)» nehmen diese Bildungsziele, welche 2011 von der Schweizerische Konferenz der Kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) für Schulsprache (L1), Fremdsprachen (L2), Mathematik und Naturwissenschaften der obligatorischen Schule festgelegt wurden, auf.

Lehrpläne beschreiben den bildungspolitischen legitimierten Auftrag der Gesellschaft an die obligatorische Schule und die darin festgelegten Ziele ermöglichen jeder Schülerin und jedem Schüler den Zugang zur Berufsbildung oder zu den allgemein bildenden Schulen der Sekundarstufe II.

Im französischsprachigen Kantonsteil wurde der PER 2010 eingeführt, der LP 21 tritt an den deutschsprachigen obligatorischen Schulen in allen Schulstufen und Schuljahren auf Beginn des Schuljahres 2019/20 in Kraft und wird bis Ende Schuljahr 2022/23 implementiert sein.

Die sprachregionale Auslegung der Bildungsziele in die zwei Lehrpläne PER und LP 21 (und spezifisch für den deutschsprachigen Fremdsprachenunterricht in den «Lehrplan Passepartout», welcher dem LP 21 entspricht) sowie die sprachlich-kulturelle Prägung haben auf unterschiedlichen Ebenen Einfluss auf die Schulen der beiden Sprachregionen. Dieser Einfluss betrifft einerseits die Lehrerbildung (Profile) und andererseits die Schulkultur sowie die Schul- und Unterrichtsorganisation und Stundentafeln.

2.2. Die Beurteilung im kompetenzorientierten Unterricht

Zum kompetenzorientierten Unterricht gehört eine Beurteilungs- und Rückmeldekultur, die sich auf das Erreichen von fachlichen und überfachlichen Kompetenzen ausrichtet. Dabei soll Beurteilung nicht Ziel des Unterrichts, sondern Mittel zur Förderung sein und hat letztlich auch einen selektiven Charakter. Gleichzeitig müssen die gesetzlichen Rahmenbedingungen hinsichtlich Beurteilung im Rahmen des neuen Schulzeugnisses umgesetzt werden.

Kompetenzorientierter Unterricht schafft für den Erwerb von fachlichen und überfachlichen Kompetenzen Lerngelegenheiten, in denen Wissen und Können in bedeutsamen Situationen möglichst eigenständig angewendet werden kann und so den Schülerinnen und Schülern ermöglicht, ihre Fähigkeiten und Potentiale zu entfalten. Die Lernprozesse der Schülerinnen und Schüler werden durch die Lehrperson unterstützt. Dabei gewinnt die formative (*förderorientierte*) Beurteilung an Bedeutung, indem sie den Aufbau und die Erweiterung von Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler gezielt begleitet und unterstützt.

Im Fokus der Beurteilung stehen fachliche und überfachliche Kompetenzen, die bei der Nutzung und Anwendung von Wissen (*fachliches und soziales Wissen, Strategiewissen*) in unterschiedlich komplexen Aufgaben- und Problemsituationen sichtbar werden. Kompetenzorientierter Unterricht beinhaltet immer auch die Selbsteinschätzung des Lernstandes sowie die Reflexion über Lernprozesse im Dialog zwischen Lehrpersonen und Schülerinnen und Schülern.

Die Lehrperson legt bei der Planung, abgeleitet von den Kompetenzstufen des LP 21, die Lernziele fest und bestimmt die Grund- und erweiterten Anforderungen. Sie gibt diese den Schülerinnen und Schülern zu Beginn der Lernsequenz bekannt. Während des Lernprozesses unterstützt sie die Schülerinnen und Schüler durch formatives Feedback. Die summative Beurteilung in Form eines bewerteten Leistungsnachweises (*Prädikat / Note*) zieht anhand von transparenten, verständlichen Kriterien Bilanz über die Erreichung der Lernziele. Diese Bilanzierung der Zielerreichung ist ab der 3H möglich.

2.3. LP 21 und summative Beurteilung

Weder der LP 21 noch der PER machen Aussagen zur promotionsrelevanten Beurteilung, namentlich nicht zu Prüfungen, Zeugnissen, Notengebung und Promotionsregelungen, die kantonal geregelt sind.

Aus diesen Gründen widerspricht das von der EKSD beschlossene harmonisierte Zeugnis 1H-11H für beide Sprachregionen nicht dem Grundgedanken des LP 21, wie von den beiden Motionären bemängelt wird. Der im Begehren der Motion erwähnte Fachbericht «Beurteilen» der Arbeitsgruppe Kommission Volksschule (03.11.2015), welcher Überlegungen zu Beurteilung und eine Materialsammlung enthält, beinhaltet weder eine Stellungnahme der Kommission Volksschule, noch der Plenarversammlung der D-EDK und kann in diesem Sinne nicht als verbindliche Empfehlung an die Kantone zur Umsetzung der zeugnisrelevanten Beurteilung verstanden werden.

Wie oben erwähnt, macht der LP 21 keine Aussagen zur promotionsrelevanten Beurteilung, da diese in der Hoheit der Kantone liegt und sich auf die jeweiligen kantonalen Rahmenbedingungen stützt. Somit gibt es auch in den Deutschschweizer Kantonen, in welchen der LP 21 schon heute in Kraft ist, keine einheitliche Praxis bezüglich dem Zeitpunkt der Einführung von Prädikaten / Noten für die zeugnisrelevante Beurteilung im ersten Zyklus. Hingegen eröffnen die Kompetenzformulierungen des LP 21 Möglichkeiten für Entwicklung im Bereich der formativen Beurteilung. Hierzu hat das DOA ein schulinternes Weiterbildungskonzept mit drei Modulen («Beurteilung und Kompetenzerleben», «Formatives Feedback und adaptive Unterstützung» sowie «Differenzierung und Lernaufgaben») entwickelt, die im Zeitraum von 2019/20 – 2022/23 von allen Schulen verbindlich durchgeführt werden müssen.

2.4. Studentafel

Da sich die Studentafel auf die Lehrpläne bezieht, verabschiedete der Direktor EKS gestützt auf Art. 18 und 22 des Gesetzes über die obligatorische Schule (SchG) und Art. 30 des Reglements zum Gesetz über die obligatorische Schule (SchR) und nach Auswertung einer breit abgestützten Konsultation aller Schulpartner am 05. März 2017 die neue Studentafel 1H-11H (gültig ab Schuljahr 2019/20 mit Inkrafttreten des LP 21). Die neue Studentafel legt die Unterrichtszeit pro Fach fest und bildet die Terminologie des LP 21 hinsichtlich der Bezeichnung der Fachbereiche und der Formulierungen der überfachlichen Kompetenzen ab. Diese Terminologie muss im Zeugnis wiedergegeben werden.

3. Kantonale Rahmenbedingungen betreffend Beurteilung und Zeugnis

3.1. Gesetzliche Bestimmungen

Der Grosse Rat verankerte im Jahr 2014 die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen zur Beurteilung und Promotion im SchG. Zu erwähnen sind dabei die beiden Schwerpunkte: «*Die Arbeiten in der Schule sind Gegenstand einer regelmässigen Beurteilung, die den einzelnen Schülerinnen und Schülern und ihren Eltern mitgeteilt wird*» (Art. 37 Abs. 1 SchG) und «*Massgebend für den Übertritt von einem Schuljahr ins nächste oder von einem Zyklus in den nächsten sind die schulische Arbeit, die erworbenen Kenntnisse und Fähigkeiten sowie das Alter der Schülerin oder des Schülers*» (Art. 38 Abs. 1 SchG). Die Artikel 72-79 SchR präzisieren ausführlich Ziel, Inhalt, Modalitäten, Kriterien und Bekanntgabe der Beurteilung sowie Angaben betreffend Schulzeugnis. So enthält das Schulzeugnis für jedes Semester Angaben darüber, inwieweit die Lernziele erreicht sind, und gibt Aufschluss über den Entwicklungsstand der überfachlichen

Kompetenzen, die in den Lehrplänen festgelegt sind. So erstellt die Lehrperson in regelmässigen Abständen eine Zwischenbilanz, indem sie einen Leistungsnachweis/Prüfung zum gesamten behandelten Stoff/Lernsequenz durchführt. Es handelt sich dabei um Gesamtbewertungen, die signifikante Informationen darüber liefern, inwieweit die für die Unterrichts-/Lernperiode- oder Sequenz festgelegten Ziele von der Schülerin oder dem Schüler erworben wurden. Diese Arbeiten messen sowohl die Kenntnisse der Schülerin oder des Schülers wie auch ihre oder seine Fähigkeiten, diese in einer gegebenen Situation anzuwenden. Diese Gesamtbeurteilungen bilden die wesentlichen Grundlagen der summativen Beurteilung, die entweder in Form einer Bewertung mit Prädikaten oder in Noten ausgedrückt wird. Die Ergebnisse der Beurteilung werden mit einer Bewertungsskala ausgedrückt (beispielsweise Ziele sehr gut erreicht, gut erreicht, erreicht, nicht erreicht) oder in Form von Noten (6 bis 3 in der Primarschule und 6 bis 1 in der Orientierungsschule, halbe Noten sind möglich). Die überfachlichen Kompetenzen werden ebenfalls durch Beurteilungen bewertet.

3.2. Zweck und Inhalte des Schulzeugnisses hinsichtlich der Beurteilung von fachlichen und überfachlichen Kompetenzen

Das Schulzeugnis bescheinigt jeder Schülerin und jedem Schüler, dass sie oder er die obligatorische Schule besucht hat. Es ist das offizielle Dokument zur Mitteilung der schulischen Ergebnisse der Schülerinnen und Schüler.

Beim Eintritt in die obligatorische Schule wird für alle Schülerinnen und Schüler ein Schulzeugnis ausgestellt, das nach den Bestimmungen des SchG, SchR und den entsprechenden Richtlinien der EKSD zu führen ist. Das Schulzeugnis wird den Eltern zweimal im Jahr zugestellt, jeweils am Ende des Semesters. Die ausgewiesenen Bewertungen beziehen sich ausschliesslich auf das im Schulzeugnis vermerkte Semester. Die Eltern bezeugen mit ihrer Unterschrift, dass sie die darin eingetragenen Ergebnisse zur Kenntnis genommen haben. Zum Zweck einer ganzheitlichen Beurteilung werden zwei Bereiche bewertet: die erzielten Leistungen in den Fachbereichen (Fachkompetenz) und die überfachlichen Kompetenzen (personale, soziale und methodische Kompetenzen).

Der Weg zur Erreichung der vorgegebenen Lernziele (Lernprozess) wird beobachtet. Die Schülerin oder der Schüler erhält regelmässig Rückmeldung über ihre oder seine Lernfortschritte und wird so auf ihrem /seinem persönlichen Lernweg begleitet.

3.2.1. Die Beurteilung der Fachkompetenz im Schulzeugnis

Grundsätzlich werden alle Fachbereiche, welche in den Lehrplänen mit Grundansprüchen versehen sind, bewertet. Diese Bewertungen beziehen sich auf die Erreichung von Lernzielen, die von den Kompetenzbeschreibungen der Lehrpläne abgeleitet sind. Wie bis anhin ist vorgesehen, dass die Bewertung der fachlichen Kompetenzen im Schulzeugnis in Prädikaten oder Noten erfolgt. Diese Bewertung erfolgt ausschliesslich auf der Fremdbeurteilung durch die Lehrperson. Nebst der Beurteilung mit Prädikaten oder Noten erhält die Schülerin oder der Schüler während ihres oder seines Lernprozesses zudem regelmässig Rückmeldung von den Lehrpersonen über ihre oder seine Lernfortschritte.

3.2.2. Die Beurteilung der überfachlichen Kompetenzen (personale, soziale und methodische Kompetenzen) im Schulzeugnis

Im Schulzeugnis wird ebenfalls der Kompetenzstand hinsichtlich der aus den Lehrplänen abgeleiteten überfachlichen Kompetenzen mit Prädikaten vermerkt. Die definierten Kompetenzen lassen sich den personalen, sozialen und methodischen Kompetenzen zuordnen. Die Bewertung beschreibt den Entwicklungsgrad innerhalb der beurteilten Kompetenz.

4. **Harmonisierungsauftrag an die obligatorische Schule (Übertritt von der Primar- zur Orientierungsschule, Wechsel des Klassentypus, Zulassung zu postobligatorischen Bildungsgängen)**

Im Kanton Freiburg ist die Beurteilungspraxis durch die Existenz zweier sprachregionaler Unterrichtsämter, zweier Lehrpläne, sprachregional unterschiedlicher Grund- und Weiterbildung, unterschiedlichen Lehrmitteln sowie von sprachregional kulturell unterschiedlichem Unterrichtsverständnis geprägt. Mit der Umsetzung des SchG und des SchR kommt die EKSD dem Auftrag zur Harmonisierung der obligatorischen Schule nach. So soll insbesondere auch die schulzeugnisrelevante Beurteilung harmonisiert werden, um die Gleichbehandlung aller Schülerinnen und Schüler im Kanton sicherzustellen, da sie Grundlage für Laufbahnentscheide ist (Übertritt von der Primar- zur Orientierungsschule, Wechsel des Klassentypus, Zulassung zu postobligatorischen Bildungsgängen).

4.1. **Vorentwurf Richtlinien der EKSD über die Beurteilungspraxis an der obligatorischen Schule**

Die EKSD mandatierte am 21. November 2016 eine ämterübergreifende Arbeitsgruppe (DOA/SEnOF), in der ebenfalls die PH FR und die Uni FR (ZELF) vertreten waren, gestützt auf Art. 37 und 38 SchG und Art. 72-79 SchR, Richtlinien über die Handhabung der Beurteilung während der obligatorischen Schule zu erarbeiten. Dieser Arbeitsgruppe stand eine zweisprachige Resonanzgruppe mit Vertretungen von Lehrpersonen aller Zyklen (delegiert durch die Berufsverbände) und Vertretungen der Konferenz der Schuldirektionen und Schulleitungen zur Seite.

Der Vorentwurf dieser Richtlinien berücksichtigte folgende Überlegungen:

- > die Schülerin oder den Schüler in ihrem oder seinem Lernprozess zu begleiten, um ihr oder ihm zu ermöglichen, die Lernziele zu erreichen.
- > eine förderorientierte Beurteilungspraxis.
- > der Einführung des PER und des LP 21 und deren Einfluss auf die Beurteilungspraxis.
- > den Willen zur Harmonisierung der Beurteilungspraxis unter Berücksichtigung der Besonderheiten der jeweiligen Zyklen und Sprachregionen.
- > das Bedürfnis der Klärung im Bereich der verschiedenen Beurteilungspraktiken.
- > Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf.

Die EKSD interne Konsultation des Vorentwurfs der Richtlinien dauerte vom 16. April bis zum 31. Mai 2018.

Die Beurteilungsthematik ist von hoher Relevanz und betrifft unweigerlich die Wertvorstellungen und das professionelle Handeln aller am Unterricht beteiligten Fachpersonen. Somit widerspiegelt

ten die Vernehmlassungsrückmeldungen sehr unterschiedliche Ansichten. Die unterschiedlichen Einschätzungen sind teilweise sprachregional und manchmal themenspezifisch bedingt.

Nach Auswertung aller Rückmeldungen hat der Direktor EKS entschieden, eine Überarbeitung und Fertigstellung des vorliegenden Vorentwurfs der Richtlinien vorerst zu verschieben. Auch wenn einige Bestimmungen, bedingt durch die Vorgaben des SchG und SchR, nicht in Frage gestellt wurden, soll dieser Aufschub dazu dienen, den wiederholten Anfragen aus beiden Sprachregionen, wie beispielsweise der Bereitstellung eines Weiterbildungsangebots oder der Erarbeitung eines Beurteilungsinstrumentes für den ersten Zyklus, zu entsprechen. Denn letztlich sind es nicht Richtlinien, welche die aktuelle Handhabung der Beurteilungspraxis im Unterricht ändern, sondern vielmehr ein fundierter Austausch über Beurteilung und Bewertung an jeder Schule sowie in der Aus- und Weiterbildung. Diese Arbeit erfolgt in den nächsten Jahren an den deutsch- und französischsprachigen Schulen des DOA und SEnOF. Ziel bleibt es, die Freiburger Schulqualität nachhaltig zu sichern und weiterzuentwickeln.

4.2. Grundsatzentscheide der EKSD betreffend Beurteilung und Zeugnis im Rahmen des obligatorischen Unterrichts 1H-11H (DOA/SEnOF)

Wie dargelegt ist ein Schulzeugnis ein amtliches Dokument, das zu grossen Teilen durch das SchG und SchR definiert wird. Hingegen macht das betreffende SchR keine Aussagen zum Zeitpunkt der Einführung von Prädikaten respektive Noten. Die Auswertung der Konsultationsrückmeldungen zu diesen Fragen hat keine einheitliche Haltung ergeben. Durch die Inkraftsetzung des LP 21 muss jedoch für die deutschsprachigen Schulen ein neues Schulzeugnis 1H-11H ab Schuljahr 2019/20 zur Verfügung stehen. Deshalb gelten, gestützt auf Art. 37 und 38 SchG und Art. 72-75 sowie 77-79 SchR folgende Grundsatzentscheide vom 14. Dezember 2018 der EKSD betreffend Beurteilung und Zeugnis im Rahmen des obligatorischen Unterrichts (DOA/SEnOF):

Inkraftsetzung des neuen Schulzeugnisses:

- > DOA: ab Schuljahr 2019/20
- > SEnOF: ab Schuljahr 2021/22

Es bestehen keine Unterschiede in folgenden Bereichen (Harmonisierung erreicht):

- > Schülerinnen und Schüler, welche die Grundansprüche nicht erfüllen (Niederschwellige sonderpädagogische Massnahmen (NM)/ Verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM)), erhalten keine individuellen Noten (Anmerkung im Zeugnis: Individuelle Lernziele → im Zeugnis erscheint automatisch ein Lernbericht).
- > Im 3. Zyklus erhält jede Schülerin und jeder Schüler ein Schulzeugnis entsprechend einem der drei Klassentypen. Es existieren keine weiteren Schulzeugnismodelle. Schülerinnen und Schüler, welche als Unterstützungsmassnahme einer «Förderklasse» zugewiesen sind, erhalten den Schulzeugnistyp der «Realklasse». Für Fächer, in welchen die Schülerin oder der Schüler nach individuellen Lernzielen arbeitet, wird im Schulzeugnis automatisch auf den Lernbericht verwiesen.
- > 1H/2H: Unterrichtsbestätigung sowie die Bestätigung, dass ein Elterngespräch, an dem die Lehrperson die Lernfortschritte der Schülerin oder des Schülers präsentiert hat, stattgefunden hat. Die Lehrperson stützt sich dabei auf das offizielle Begleit- und Beurteilungsinstrument 1H/2H.

- > 3H/4H: Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird mit einer 4er-Skala anhand von Prädikaten beurteilt. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien, welche die Unterrichtsämter für obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er- Skala beurteilt.
- > 5H/11H: Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Noten beurteilt (5H-8H: Noten 6-3, halbe Noten sind möglich; 9H/11H: Noten 6-1, halbe Noten sind möglich). Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien, welche die Unterrichtsämter für obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er- Skala beurteilt.

Harmonisierung anstreben:

- > Freifächer im 3. Zyklus werden im Zeugnis mit «besucht» vermerkt, falls das Freifach während mindestens 1 Semester belegt wurde (betrifft in keiner Weise den Status der/des Schülers/in).
- > Terminologie Prädikate: Absprache DOA/SEnOF unter Berücksichtigung von pädagogischen und sprachlichen Aspekten und der Verständlichkeit für die Eltern.

Mögliche sprachregionale Unterschiede:

- > Inhalte/Terminologie der Lehrpläne (Bsp: Fachbezeichnungen/Formulierungen bezüglich der Kriterien für überfachliche Kompetenzen).

4.3. Arbeitsgruppe «Instrument Lernen, begleiten fördern 3H/4H Lbf (3H/4H)» des DOA

Anders als von den beiden Motionären dargelegt, wurde weder eine kantonale Arbeitsgruppe DOA/SEnOF mandatiert noch ein geeignetes auf den LP 21 gestütztes Beurteilungsinstrument erstellt.

Im Oktober 2018 mandatieret das DOA eine interne Arbeitsgruppe «Instrument Lbf 3H/4H» mit einer Vertretung der PH FR mit dem Ziel, aufbauend auf dem offiziellen Begleit- und Beurteilungsinstrument 1H/2H (Lbf 1H/2H), das schon im Schuljahr 2017/18 basierend auf dem diesbezüglichen Instrument des Kantons Luzern entwickelt wurde, ein offizielles Begleit- und Beurteilungsinstrument 3H/4H zur Standortbestimmung und Beurteilung in der 3H/4H ab Schuljahr 2019/20 zu entwickeln. Die diesbezüglichen Arbeiten erwiesen sich aber als sehr komplex, da in der 3H/4H sowohl fachliche wie überfachliche Kompetenzen beurteilt werden müssen, anders als mit dem «Lbf 1H/2H», welches sich auf die Beurteilung der entwicklungsorientierten Zugänge des LP 21 beschränkt.

Mit den Grundsatzentscheiden der EKSD vom 14. Dezember 2018 betreffend Beurteilung und Zeugnis im Rahmen des obligatorischen Unterrichts (DOA/SEnOF) wurde das Mandat der Arbeitsgruppe «Instrument Lbf 3H/4H» vom DOA im Januar 2019 in dem Sinne angepasst, dass das Lbf 3H/4H als Begleit- und Beurteilungsinstrument zur Standortbestimmung des fachlichen Kompetenzaufbaus hinsichtlich des Elterngesprächs dienen soll. Die Arbeiten haben gezeigt, dass das Entwickeln eines solchen Instruments höchst problematisch ist. Es würde sehr umfangreich und daher einerseits aufwändig für die Lehrpersonen und andererseits nicht einfach verstehbar für die Eltern, denn es muss zwingend sämtliche Kompetenzen und Kompetenzstufen des LP 21 enthalten. Denn grundsätzlich gilt es den Lehrplan 21 in seiner Vollständigkeit zu wahren und der Kanton ist nicht berechtigt, eine Auswahl an Kompetenzen vorzunehmen. Andernfalls wird damit eine vereinfachte, unvollständige kantonale LP21-Version geschaffen. Diese entspräche in keiner Weise der Absicht und dem Verständnis des LP 21. Somit existiert aktuell kein geeignetes Beurteilungsinstrument für die 3H/4H.

4.4. Aktuelle Handhabung der Beurteilung der fachlichen Kompetenzen im Schulzeugnis 1H-8H im deutsch- und französischsprachigen Kantonsteil

fK= fachliche Kompetenzen; üfK = überfachliche Kompetenzen

gelb: unterschiedliche Handhabung DOA/SEnOF, grün: gleiche Handhabung DOA/SEnOF

	Unterrichtsbestätigung (weder Prädikat noch Note)		Prädikat		Note	
	DOA	SEnOF	DOA	SEnOF	DOA	SEnOF
1H (1. Sem)	Die Schülerin der Schüler erhält kein Zeugnis	Unterrichtsbestätigung Gesprächsbestätigung				
1H (2. Sem)	Unterrichtsbestätigung Gesprächsbestätigung			üfK		
2H (1. Sem)	Die Schülerin der Schüler erhält kein Zeugnis			üfK		
2H (2. Sem)	Unterrichtsbestätigung Gesprächsbestätigung			fK & üfK		
3H (1. Sem)			fK & üfK	fK & üfK		
3H (2. Sem)			fK & üfK	fK & üfK		
4H (1. Sem)			fK & üfK	fK & üfK		
4H (2. Sem)			fK & üfK	üfK		fK
5H (1. Sem)			fK & üfK	fK & üfK		
5H (2. Sem)			üfK	fK & üfK	fK	
6H (1. Sem)			fK & üfK	fK & üfK		
6H (2. Sem)			üfK	üfK	fK	fK
7H (1. Sem)			fK & üfK	üfK		fK
7H (2. Sem)			üfK	üfK	fK	fK
8H (2. Sem)			üfK	üfK	fK	fK
8H (2. Sem)			üfK	üfK	fK	fK

4.5. Geplante harmonisierte Handhabung der Beurteilung der fachlichen und überfachlichen Kompetenzen im Schulzeugnis 1H-11H im deutsch- und französischsprachigen Kantonsteil als Kompromisslösung

Die vom Grossen Rat des Kantons Freiburg geforderte Harmonisierung bezüglich zeugnisrelevanter Beurteilung und Zeugnisgestaltung wird mit der Umsetzung von Art. 37 und 38 SchG und der Art. 72 – 75, 77- 79 und 81 SchR umgesetzt und gewährleistet. Gestützt auf die genannten Gesetzesartikel präzisieren die Grundsatzentscheide betreffend Beurteilung und Zeugnis im Rahmen des obligatorischen Unterrichts 1H-11H (DOA/SEnOF) die Umsetzung der zeugnisrelevanten Bestimmungen (Art. 73 Abs. 3 SchR). Bestimmungen für die zeugnisrelevante Beurteilung müssen unter dem Blickwinkel des einzelnen Zyklus, aber auch der gesamten obligatorischen Schulzeit sowie dem Übertritt von der Primarschule in die Orientierungsschule, der Durchlässigkeit während der Orientierungsschule und den Übertrittsbestimmungen für die weiterführenden Schulen der Sekundarstufe II getroffen werden.

Die beschlossenen Grundsatzentscheide bezüglich der fachlichen und überfachlichen Beurteilung im Zeugnis des gesamten obligatorischen Unterrichts des Kantons Freiburg sind einerseits dem Entwicklungsstand der Schülerinnen und Schüler entsprechend abgestuft und andererseits hinsichtlich ihres gesamten Bildungswegs bis zum Übertritt in die Schulen der Sekundarstufe II kohärent abgebildet. Gleichzeitig bilden sie die Synthese zwischen den aktuellen unterschiedlichen Beurteilungshandhabungen hinsichtlich Schulzeugnis und den uneinheitlichen Rückmeldungen aus der Konsultation des Vorentwurfs der Richtlinien der EKSD über die Beurteilungspraxis an der obligatorischen Schule.

Aus diesen Gründen und zur Erfüllung des geforderten Harmonisierungsauftrags durch den Grossen Rat an die obligatorische Schulzeit gilt zukünftig:

1H/2H	Unterrichtsbestätigung und Bestätigung des Elterngesprächs, welches sich auf das offizielle Begleit- und Beurteilungsinstrument stützt.
3H/4H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird mit einer 4er-Skala anhand von Prädikaten beurteilt. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.
5H/8H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Noten (6-3, halbe Noten sind möglich) beurteilt. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.
9H/11H	Die Erreichung der festgelegten Lernziele der fachlichen Kompetenzen wird anhand von Noten (6-1, halbe Noten sind möglich) beurteilt. Die überfachlichen Kompetenzen werden anhand von Kriterien , welche die Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht bestimmen, mit einer 4er-Skala beurteilt.

Hinsichtlich des Zeugnisses sind sprachregionale Unterschiede, welche die Terminologie und Inhalte der Lehrpläne (Fächer, Fachbezeichnungen, Formulierungen bezüglich der Kriterien der überfachlichen Kompetenzen) möglich und nötig.

Der Einwand der beiden Motionäre, dass die geplante Handhabung gestützt auf die Grundsatzentscheide der EKSD 14. Dezember 2018 betreffend Beurteilung und Zeugnis im Rahmen des obligatorischen Unterrichts (DOA/SEnOF) nicht den Grundgedanken des LP 21 entspricht, kann nicht geltend gemacht werden, da wie unter Punkt 2.3 dargelegt, der LP 21 keine Aussagen zur zeugnisrelevanten Beurteilung macht.

5. Fazit und Haltung des Staatsrats

Das neue SchG, das am 1. August 2015 in Kraft getreten ist, sowie das dazugehörige SchR enthalten alle notwendigen gesetzlichen Bestimmungen, um eine harmonisierte und gleichwertige Beurteilung für die deutschsprachigen und französischsprachigen Schülerinnen und Schüler im Kanton Freiburg vorzunehmen. Die beiden Unterrichtsämter für den obligatorischen Unterricht (DOA und SEnOF) der EKSD arbeiten eng zusammen und achten auf eine harmonisierte Umsetzung der reglementarischen Bestimmungen unter Berücksichtigung der sprachregionalen Eigenheiten.

Aus diesen Gründen schlägt der Staatsrat die Ablehnung dieser Motion vor.

28. Mai 2019



Rapport 2019-DICS-25

20 mai 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant le bilan du Lot-2 du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de bilan du Lot-2 du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles (HAE).

Ce rapport comprend les chapitres suivants:

1. Introduction	1
2. Vue globale du projet HAE	1
3. Détails par projet	4
4. Troisième et dernier lot	7
5. Conclusion	8

1. Introduction

Par décret du 20 mars 2012 (*BGC* p. 473–482), le Grand Conseil a voté l'octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en œuvre du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles (ci-après: HAE).

Le message N° 289 du 16 novembre 2011 du Conseil d'Etat au Grand Conseil (ci-après: le message 289) accompagnant ce décret précisait que le programme HAE était subdivisé en trois lots. Lors du traitement de cet objet par le Conseil d'Etat, il a été proposé qu'un rapport intermédiaire soit présenté au Grand Conseil au terme de chacun de ces lots afin de s'assurer que le projet se déroule en conformité avec le périmètre organisationnel et budgétaire décrit dans le message 289. Le rapport du premier lot 2015-DICS-66 a été transmis au Grand Conseil le 7 décembre 2015 (*BGC* février 2016 p. 111–116). Le présent document constitue le rapport du deuxième lot de HAE.

Par ailleurs, le Grand Conseil a adopté, le 23 mars 2018 (*BGC* p. 468–471), le postulat no 2017-GC-156 François Genoud-Braillard/Stéphane Sudan – «Projet HAE/ESCADA – Programme informatique de gestion». Ainsi qu'indiqué dans la réponse du Conseil d'Etat, ce rapport clarifie les questions liées à la planification du programme HAE et à la nécessité d'harmoniser les solutions informatiques déployées dans les écoles. Il fait le point sur le projet en cours pour les établissements du secondaire 1, bien que ce projet soit formellement hors du périmètre du décret HAE.

Le deuxième chapitre rappelle le cadre et les objectifs du projet HAE, le troisième chapitre décrit l'état actuel des différents projets en cours ou à réaliser et le quatrième chapitre décrit la planification pour le troisième lot.

2. Vue globale du projet HAE

2.1. Message 289 (2011) et rapport du lot-1 (2015)

Dans son rapport du 7 décembre 2015, le Conseil d'Etat indiquait la planification révisée pour le programme HAE:

- > Lot-1: 2011 à 2015
- > Lot-2: 2016 à mi-2018
- > Lot-3: 2017 à mi-2019

Un budget de 5,9 millions de francs était prévu pour réaliser ce deuxième lot, avec pour objectif la réalisation des projets suivants:

- > Constitution des référentiels et mise en place d'outils transverses (HAE Référentiels)
- > Gestion des enseignants et des remplacements (HAE ENS)
- > Intégration des données du secondaire 1 (Intégrations S1)
- > Haute Ecole pédagogique (HAE HEP)
- > Conservatoire de Fribourg (HAE COF)

- > Pilotage institutionnel (HAE Pilotage)
- > Mesures de soutien (HAE MDS, appelé «mesures d'appui» dans le message 289).

Pour rappel, le rapport du lot-1 présentait des estimations de coûts à fin 2015. Le tableau ci-dessous présente les montants effectivement réalisés.

Montants effectifs dépenses lot-1

Projets	Estimation rapport Lot-1 Coût total prévu à fin 2015	Coûts réels à fin 2015	Différence
Appel d'offres public	398 522	398 522	-
Référentiels de données centralisés	812 747	783 188	-29 559
Solution de gestion administrative des collèges fribourgeois	2 818 155	2 755 206	-62 949
Solution de gestion RH et gestion de remplacement	89 963	78 363	-11 600
Solution web simple pour le degré primaire	1 094 803	1 094 804	1
Interface logicielle entre les solutions du Sec-1 et le référentiel	137 453	121 664	-15 789
Infrastructure et environnement	234 000	221 763	-12 238
Upgrade des solutions GFA/I-Gestion des écoles professionnelles	36 925	36 924	-1
Gestion de programme	1 408 811	1 412 025	3 214
Divers	26 426	26 307	-119
Marge sur acquisition et imprévus	-	-	-
	7 057 805	6 928 766	-129 040
Coûts périodiques – maintenance	618 947	689 256	70 309
	7 676 752	7 618 022	-58 731

2.2. Eléments stratégiques

Depuis le lancement du projet HAE, de nombreux changements ont eu lieu sur le plan technique, sociétal, législatif et stratégique. Face aux chamboulements apportés par l'apparition des réseaux sociaux et vu l'importance des services disponibles en ligne, l'Etat de Fribourg a réorienté ses priorités et a défini une stratégie numérique.

En mai 2017, le Conseil d'Etat a approuvé le «Concept cantonal pour l'intégration des MITIC¹ dans l'enseignement 2017–2021» (ci-après: Concept MITIC), qui prévoit quatre axes stratégiques: Ressources humaines et formations, Ressources matérielles et techniques, Ressources pédagogiques et logiciels, Prévention et intervention. Sur la base de ce Concept MITIC, la DICS a décidé de réunir les compétences du centre Fri-Tic et de l'équipe HAE en une seule entité dénommée Centre de compétences Fritic. La mise en commun des connaissances technico-pédagogiques développées depuis 2001 par Fri-Tic avec les compétences en termes de gestion de systèmes d'information, de gestion de projets et de mise en place de solutions de gestion administrative des écoles de l'équipe HAE permet ainsi à la DICS d'assurer une vision complète des besoins en termes de numérisation dans le domaine de la formation.

Le Conseil d'Etat a mis au centre de son programme gouvernemental 2017–2021 la question de la numérisation. En effet, «Fribourg fait sa révolution 4.0» figure parmi les trois projets phares du gouvernement pour la présente législature. Pour guider ses actions, le Conseil d'Etat a publié en octobre 2018 un document intitulé «Plan directeur de la digitalisation et des systèmes d'information – Un instrument au service de l'administration 4.0». Parmi les projets porteurs de ce plan directeur figurent le dossier électronique de l'élève et l'harmonisation des systèmes d'information des écoles, deux projets centraux de HAE.

Ainsi, les projets dévolus à HAE par le message 289 se retrouvent au centre de la stratégie numérique de l'Etat, avec notamment la mise en place d'un référentiel cantonal de l'éducation². Ce dernier permet le partage des données transversales, la mise en place d'un système de qualité et de données fiables et à jour sur les personnes, le principe d'un fournisseur unique permettant une diminution des coûts d'intégration et de gestion organisationnelle, le principe d'une collaboration très étroite entre les utilisateurs et le fournisseur des systèmes d'exploitation et, enfin, la vision d'un système d'information comme un tout cohérent et organisé.

¹ MITIC: Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication

² Référentiel: Registre contenant les données de personnes (telles que élèves, enseignant-e-s, personnel administratif) ou d'autres éléments matériels ou immatériels (établissements de formation, plans de formation, etc.).

2.3. Résumé de l'état des lieux du projet HAE

La priorisation de la numérisation par le Conseil d'Etat a permis l'avancement de plusieurs projets qui, jusque-là, n'avaient pas pu recevoir les soutiens stratégiques et financiers adéquats.

Ainsi, quatre années après la planification initiale, la création du référentiel cantonal de l'éducation a pu débuter en février 2016 et le référentiel «Edu» a pu être livré en été 2018. Le référentiel cantonal de l'éducation est la colonne vertébrale du système d'information de l'éducation pour le canton de Fribourg. La réalisation de ce projet était un prérequis incontournable au processus d'harmonisation du système d'information des écoles fribourgeoises, que celles-ci dépendent de la DICS, de la DEE ou de la DIAF.

Vu son ampleur, le projet a mobilisé, deux années durant, l'ensemble des ressources humaines dédiées à HAE. Sur la base de cette colonne vertébrale désormais solide et fonctionnelle, l'harmonisation des systèmes d'information des autres degrés de formation pourra être menée à bien.

Ce contexte de mise à niveau globale des services de l'Etat dans un monde numérisé a notamment favorisé l'utilisation de méthodes de projet dites «agiles». Il a surtout permis, en 2017, le lancement d'un appel d'offres public pour une solution pour la Haute Ecole pédagogique extensible ultérieurement à l'ensemble des degrés et des segments du périmètre HAE. Cette solution, le produit IS-Academia de l'entreprise Equinoxe, est utilisée notamment par l'EPFL, la HES-SO et toutes les écoles du canton du Tessin. Parfaitement adaptée au domaine de l'éducation, elle est effectivement devenue la solution que notre canton privilégie, dans le respect de la loi sur les marchés publics. Elle est (ou sera) intégrée notamment aux systèmes cantonaux de gestion financière, de gestion documentaire et de gestion des archives ainsi qu'aux systèmes de gestion des données de références et des personnes dans le domaine de l'éducation, gestion des identités et des rôles, gestion du pilotage institutionnel, etc.

La planification des projets HAE a été adaptée en conséquence. Ainsi, certains projets prévus dans le lot-2 n'ont pas encore été réalisés, alors que des projets prévus initialement pour le lot-3 ont déjà débuté, voire ont pu être finalisés. En date du présent rapport, trois projets du lot-2 ont été terminés, quatre projets (lot-2 et lot-3) sont en cours, et trois autres (lot-2 et lot-3) sont à initier et à réaliser afin de terminer HAE. Tous les projets, réalisés ou en cours, sont intégrés au référentiel de l'éducation. Tous se déroulent à la satisfaction des utilisateurs et des équipes de projets.

2.4. Projets en lien avec HAE

Parallèlement aux évolutions extrêmement rapides des technologies de l'information, des changements législatifs importants ont eu lieu dans le canton de Fribourg depuis la mise en

route du projet HAE. L'entrée en vigueur de la nouvelle loi scolaire (2014), de la nouvelle loi sur la pédagogie spécialisée (2017), de la loi révisée sur l'enseignement secondaire supérieur (2019) et de la loi sur la HEP (2016) tendent à déplacer les besoins ou les priorités fixés en 2011. Notamment, deux nouvelles nécessités ont émergé lors du processus de réalisation du lot-2:

- > La nécessité de mettre en œuvre un projet cantonal pour les établissements du secondaire 1.

Ce projet, en cours de réalisation, se déroule sous la direction du Centre de compétences Fritic, dans l'enveloppe informatique du secteur de l'éducation, mais en dehors du crédit d'engagement de HAE. Il vise à harmoniser les pratiques entre les parties alémaniques et francophones, à échanger les données entre les établissements et le référentiel cantonal, à gérer les identités numériques des acteurs du secondaire 1 (y compris la création de comptes informatiques pour les élèves, fonctionnalité très attendue), et à intégrer ce degré d'enseignement au système de pilotage institutionnel (statistiques, effectifs prévisionnels, etc.). Stratégiquement, ce projet permet de traiter les données des élèves sur l'ensemble du parcours de la scolarité obligatoire (1H à 11H).

- > La nécessité de gérer les identités numériques des différents acteurs (élèves, enseignants, personnel administratif, personnel auxiliaire et partenaires divers).

La gestion de ces identités et de leurs cycles de vie est nécessaire pour la création et la gestion des comptes informatiques afin d'offrir l'accès aux diverses prestations pédagogiques ou administratives fribourgeoises. Elle est également un prérequis pour le futur système de gestion des identités des écoles de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et du Secrétariat d'Etat à la formation, la recherche et l'innovation (SEFRI), le projet FIDES, en cours de réalisation.

2.5. Protection et sécurité des données

L'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données (ATPrD) est représentée au Comité de pilotage du programme HAE. Cette participation active permet d'assurer la conformité législative des éléments liés à la protection de la vie privée des élèves et du corps enseignant. Elle garantit notamment que les données collectées ne sont utilisées ou partagées qu'en parfaite conformité avec le cadre législatif.

Des audits de sécurité techniques ont lieu régulièrement sur les applications déployées. Concernant spécifiquement celle du fournisseur principal, les résultats de ces audits sont jugés excellents et le nombre de failles informatiques limité à des éléments secondaires.

2.6. Situation financière

Dans un but de clarté financière, il a été choisi de présenter dans ce rapport l'entièreté des coûts 2016–2018 sur les projets prévus par le message 289, quel que soit leur lot original.

Les prestations chiffrées seront détaillées dans le chapitre ci-dessous.

HAE Projets 2016–2018

Prestations	2016	2017	2018	Totaux
Constitution des référentiels et mise en place d'outils transverses	995 353	576 581	149 638	1 721 572
Haute école pédagogique	56 529	397 773	478 413	932 715
Gestion enseignants et remplacements	82 234	92 260	447 481	621 975
Intégration des données du secondaire 1	–	42 934	1 939	44 873
Conservatoire	–	–	12 613	12 613
Mesures d'appui	2 246	1 050	–	3 296
Pilotage institutionnel	76 146	15 502	–	91 648
Infrastructures et environnements	115 656	2 133	–	117 789
Gestion de programme	168 195	28 502	–	196 697
Divers (qualité des données)	–	11 505	–	11 505
	1 496 359	1 168 240	1 090 084	3 754 683

La position «Divers» inclut des projets non libellés ou non identifiés dans le rapport du lot-1, qui sert de référence. Elle comprend essentiellement des dépenses liées à la mise en place du système de qualité des données.

3. Détails par projet

Les contraintes de planification font que certains projets du lot-3 sont déjà terminés, ou ont déjà débuté. L'ensemble des projets des lots 2 et 3 sont donc détaillés ici. Afin de maintenir la référence au message 289, les affectations aux différents lots sont mentionnées pour information.

3.1. Projets terminés

3.1.1. Référentiel cantonal de l'éducation

- > Nom du projet dans le message: Constitution des référentiels et mise en place d'outils transverses (HAE: Référentiels)
- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 1 721 572
- > Statut: terminé

Le 27 juin 2018, le premier référentiel des personnes du canton de Fribourg est mis en œuvre. Ce référentiel cantonal de l'éducation permet de garantir l'exactitude, l'actualisation et la pertinence des données de 67 000 acteurs (les élèves, les enseignants et le personnel administratif des écoles du canton de Fribourg).

Le référentiel de l'éducation étant la colonne vertébrale du système d'information de l'éducation et s'agissant d'un pro-

jet de grande envergure particulièrement complexe, il s'agit d'une réussite d'importance qui libère la voie pour les autres projets.

3.1.2. Fonctionnalités complémentaires pour la gestion des écoles des cycles 1 et 2

- > Projet du lot-3
- > Coûts: ont été inclus dans la réalisation puis la maintenance évolutive de PRIMEO
- > Statut: terminé

Le projet pour les écoles des cycles 1 et 2 a été terminé dans le cadre du lot-1, avec la solution PRIMEO. Toutefois, le message 289 prévoyait dans le lot-3 une réserve pour un reliquat de réalisation pour des éléments qui n'auraient pas pu être pris en compte lors de cette première phase, notamment pour d'éventuels retards dus aux travaux législatifs (la loi scolaire n'était pas encore adoptée) ou à des raisons technologiques (les outils de communication et de collaboration disponibles sur le marché en 2011 n'offraient pas les mêmes fonctionnalités que celles disponibles aujourd'hui).

Ce projet du lot-3, mentionné dans le message 289 comme «divers projets pour les écoles primaires – Primaire++», a été clos par le Comité de pilotage HAE le 7 mars 2018. Les fonctionnalités proposées par la solution PRIMEO ainsi que les diverses évolutions réalisées ultérieurement sont considérées comme suffisantes et adéquates. Elles répondent aux besoins actuels.

3.1.3. Structure organisationnelle pour l'exploitation des solutions

- > Projet du lot-2
- > Coûts: inclus dans la rubrique «gestion de programme»
- > Statut: terminé, à renforcer lors de la mise en œuvre du lot-3

La mise en œuvre du programme HAE impliquait dès ses prémices la mise en place d'une structure organisationnelle apte à prendre en charge et à gérer le système d'information de l'éducation ainsi que l'ensemble des solutions déployées. Il s'agit de gérer la maintenance et l'évolution des solutions, de garantir la cohérence et l'optimisation du système d'information, de gérer les données et les nomenclatures de l'ensemble du système éducatif, d'assurer la formation et l'assistance aux utilisateurs. Il faut aussi s'assurer que toutes les évolutions futures du système se fassent en cohérence avec les besoins des utilisateurs, que la transversalité et la mutualisation des solutions soient garanties et que le système d'information de l'éducation s'intègre avec les systèmes de l'Etat, notamment avec les futurs systèmes de cyberadministration.

La création du Centre de compétences Fritic en mai 2018, qui mutualise les ressources et les compétences de l'ancien «Centre fri-tic» et du «Bureau HAE», a favorisé les partages de savoir. Les trois compétences complémentaires d'informatique pédagogique et technique, de gestion du système d'information et d'intégration du numérique dans l'enseignement se sont fortement rapprochées. Le CoPil HAE a validé la clôture de ce projet le 7 juin 2018.

Toutefois, le message 289 prévoyait la création de 11 nouveaux postes pour la gestion du système d'information de l'éducation, ainsi qu'un budget d'exploitation informatique annuel de 2 millions de francs. A l'heure actuelle, seuls 5 de ces postes ont pu être créés. De plus, la réorganisation du SITel qui a eu lieu durant cette période a limité les possibilités de réorientation des ressources en faveur du projet. Outre certains éléments d'ordre stratégique, ce point est l'une des causes du retard du programme HAE.»

3.2. Projets en cours

3.2.1. Solution de gestion pour la Haute Ecole pédagogique (HEP)

- > Nom du projet: HAE: HEP
- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 932 715
- > Statut: en cours, sera terminé en octobre 2019
- > Risques: faibles
- > Situation: le métier est très satisfait

La HEP a géré sa rentrée académique de septembre 2018 à l'aide de la nouvelle solution IS-Academia de l'entreprise Equinoxe. Le projet est d'ores et déjà considéré comme un

succès: lors de chaque étape de réalisation fonctionnelle, le fournisseur a tenu ses promesses en termes de délais, de coûts et de qualité, et l'établissement est actuellement géré par la nouvelle solution. La HEP est très positive sur sa bonne relation avec le fournisseur.

3.2.2. Solution pour l'affectation des enseignants et le remplacement des enseignants

- > Nom du projet: Gestion des enseignants et des remplacements – HAE: ENSeignants
- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 621 975
- > Statut: en cours, sera terminé en été 2019
- > Risques: moyens à faibles
- > Situation: le métier est très satisfait

Les bénéficiaires de cette solution (aujourd'hui essentiellement le Service des ressources de la DICS et les directions d'écoles des cycles 1 et 2) considèrent que le projet est à «bout touchant» et que le délai de clôture en fin d'année scolaire 2018/19 est acquis. La satisfaction vis-à-vis de la solution délivrée est entière. Les gains en termes de qualité de traitement des données, de simplification des procédures administratives, de fonctionnalités offertes aux services et aux directions d'écoles sont démontrés.

La solution est intégrée au référentiel cantonal de l'éducation. Le projet a toutefois dû faire face, en cours de réalisation, à des délais serrés et à un périmètre complexe. L'excellente collaboration entre le Service des ressources et le fournisseur (Equinoxe) a permis de tenir les délais et la qualité tout en conservant la maîtrise des coûts. Si la situation reste tendue en termes de délais, l'état d'avancement actuel du projet fait que le risque de retard de livraison ou de dépassement financier est considéré comme faible.

3.2.3. Intégration des données du secondaire I

- > Nom du projet: Intégration des données du secondaire I
- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 44 873
- > Statut: en cours, sera terminé en été 2019
- > Risques: faibles

Le Message 289 prévoyait l'intégration des solutions de gestion du secondaire I aux référentiels de données HAE. Ces solutions de gestion étant en cours de remplacement et d'alignement sur la solution cantonale, les coûts d'intégration sont relativement faibles et limités à la reprise des données des solutions actuelles. Comme expliqué au chapitre 2.4, les coûts du changement de solutions sont en dehors des budgets de HAE.

3.2.4. Infrastructure et environnement

- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 117 789
- > Statut: en cours, sera terminé en été 2019
- > Risques: faibles

Ces coûts sont liés aux activités de mise en place de la gestion des identités numériques, nécessaires notamment pour la création et la gestion des comptes informatiques des acteurs de l'éducation (élèves, enseignants, personnel administratif, personnel auxiliaire et partenaires des écoles).

3.2.5. Gestion du programme HAE

- > Coûts 2016–2018: CHF 196 697

Ces coûts représentent les ressources nécessaires à la gestion du programme HAE et aux activités transversales sur 2016 à 2018.

3.2.6. Qualité des données

- > Rubrique financière: «Divers»
- > Coûts 2016–2018: CHF 11 505

Il s'agit des activités liées à la mise en place d'outils et de processus d'analyse de la qualité des données. La gestion de la qualité des données est un élément central du projet de référentiel cantonal de l'éducation. Pour des raisons organisationnelles et de transparence financière, ces coûts ont été mesurés à part du projet référentiel.

3.3. Projets planifiés sur les années 2019 à 2021

3.3.1. Solution de gestion pour le secondaire II professionnel

- > Projet du lot-3
- > Coûts 2016–2018: CHF 0
- > Statut: en phase initiale, objectif de mise en production en septembre 2020
- > Risques: importants, dus au manque de moyens financiers pour soutenir les métiers.
- > Périmètre: inclus les établissements de formation professionnelle du canton, y compris l'Institut agricole de Grangeneuve et le Service de la formation professionnelle. Le Centre de Perfectionnement Interprofessionnel CPI est exclu du périmètre.

Le projet permettra au secondaire II professionnel de s'intégrer aux données du référentiel cantonal de l'éducation (registre des personnes physiques, nomenclatures fribourgeoise et suisse, etc.) et prochainement aux autres référentiels cantonaux en cours d'élaboration (registre des personnes morales). Il lui permettra également de s'intégrer au système

de gestion des identités de l'éducation, d'alimenter les cursus des élèves et des enseignants, de moderniser les applications en place à travers des outils web et des portails à destination des élèves et du corps enseignant, et de s'intégrer avec les systèmes de la cyberadministration. Le projet, débuté en 2019, a pour ambition de passer en production dès la rentrée d'août 2020.

3.3.2. Solution de gestion pour le Conservatoire de Fribourg

- > Nom du projet: COF
- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 12 613
- > Statut: à démarrer – planification 2020–2021

Les besoins ont été analysés, une offre commerciale a été reçue du fournisseur. Le lancement du projet a été reporté sur le lot-3, en accord avec la direction du COF qui peut se satisfaire de sa solution actuelle. Cette dernière est toutefois techniquement obsolète. Son support n'est plus garanti et son remplacement est par conséquent nécessaire.

3.3.3. Solution de gestion des dossiers des élèves au bénéfice de mesures de soutien

- > Nom du projet: Mesures de soutien
- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 3296
- > Statut: à démarrer – planification 2020–2021

Ce projet a fait l'objet d'une analyse complète et d'un découpage en plusieurs phases, la première étant plus organisationnelle que technique.

La construction du référentiel et la mise en place des solutions de gestion d'école étant prioritaires et l'existence du référentiel de l'éducation et du cursus de l'élève étant des prérequis constitutifs à la gestion d'un cursus «spécialisé», ce projet a été mis en pause. Il est prévu sur 2020 et 2021.

3.3.4. Solution d'extraction de statistiques et de calculs prévisionnels (Pilotage)

- > Nom du projet: Pilotage
- > Projet du lot-2
- > Coûts 2016–2018: CHF 91 648
- > Statut: à démarrer – planification sur 2019 et 2020

Il a fallu attendre, d'abord, la réalisation du référentiel cantonal de l'éducation, puis la mise en œuvre de la solution unique dans les différents degrés d'enseignement. De fait, sa réalisation n'est attendue que pour l'année 2020. Au fur et à mesure que les différents degrés d'enseignement profiteront de la solution cantonale, le pilotage institutionnel pourra traiter davantage de données et déployer son potentiel.

3.3.5. Solution de gestion des portfolios du corps enseignant-e-s

- > Nom du projet: «HAE Portfolio»
- > Projet du lot-3
- > Statut: en phase d'analyse – planification sur 2020 et 2021

Ce projet est considéré comme d'importance et de complexité mineure. Il sera toutefois un outil à disposition de l'ensemble du corps enseignant. Les analyses ont été effectuées fin 2018 et début 2019. Il est dépendant de la clôture mi-2019 du projet

«gestion des enseignants et des remplacements». A noter que le message prévoyait aussi la notion de «gestion des débours», qui sera réalisée dans la cadre des projets de mises en place de IS-Academia pour chaque degré scolaire.

3.4. Maintenance des solutions mise en œuvre

Ces coûts reprennent les activités de maintenance sur les applications en usage durant les trois dernières années, ainsi que les activités projet non prévues dans le périmètre du message.

HAE lot-2 Maintenance

Prestations	2016	2017	2018	Totaux
Enseignants	–	40 063	120 217	160 280
HEP	–	71 348	135 058	206 406
Intégration RegEDU	–	–	154 385	154 385
Maintenance et hors projet	204 794	234 455	–	439 249
Primaire lot 2	154 329	187 775	–	342 104
Programme	13 500	105 741	70 310	189 551
Provisioning	3 586	–	–	3 586
Qualité données	–	2 268	–	2 268
Référentiels	–	380 000	105 265	485 265
RH Affectations	–	2 722	–	2 722
RH Dossier électronique enseignant	16 911	53 282	–	70 193
S2a	648	–	–	648
Maintenance application DEMS	–	49 286	63 295	112 581
Maintenance application ESCADA	253 734	182 329	118 253	554 316
Maintenance application ISA	4 125	–	24 385	28 510
Maintenance application Mosaïque	–	–	1 587	1 587
Maintenance application PRIMEO	107 547	93 766	126 040	327 353
Maintenance application écoles	–	–	10 230	10 230
Maintenance HAE et hors projets	–	–	111 613	111 613
Maintenance solution RegEDU	–	–	86 696	86 696
	759 174	1 403 035	1 127 334	3 289 543

4. Troisième et dernier lot

4.1. Stratégie de réalisation

La stratégie décidée dans le message 289, soit la mise en place d'une application cantonale unique pour l'ensemble des degrés d'enseignement et des segments, ainsi que l'intégration des outils de gestion avec le référentiel cantonal de l'éducation, est maintenant applicable à l'ensemble des projets.

D'une manière générale, les contraintes stratégiques sur l'ensemble des projets se résument comme suit:

- > Une solution cantonale unique pour l'ensemble du système scolaire du canton est privilégiée. Sont exemptées certaines fonctionnalités spécialisées (par exemple la création des horaires d'une école).
- > Pour l'ensemble des degrés d'enseignement, la solution cantonale doit être intégrée au système de gestion des identités de l'éducation. Elle hérite des comptes informatiques et des rôles du système éducatif et ne crée pas ses propres utilisateurs.
- > Pour l'ensemble des degrés d'enseignement, la solution cantonale est connectée au système de pilotage institutionnel (statistiques, effectifs prévisionnels, rapports, etc.). Les métiers qui ne seraient pas encore passés à la

solution cantonale ne sont pas intégrés au système de pilotage institutionnel.

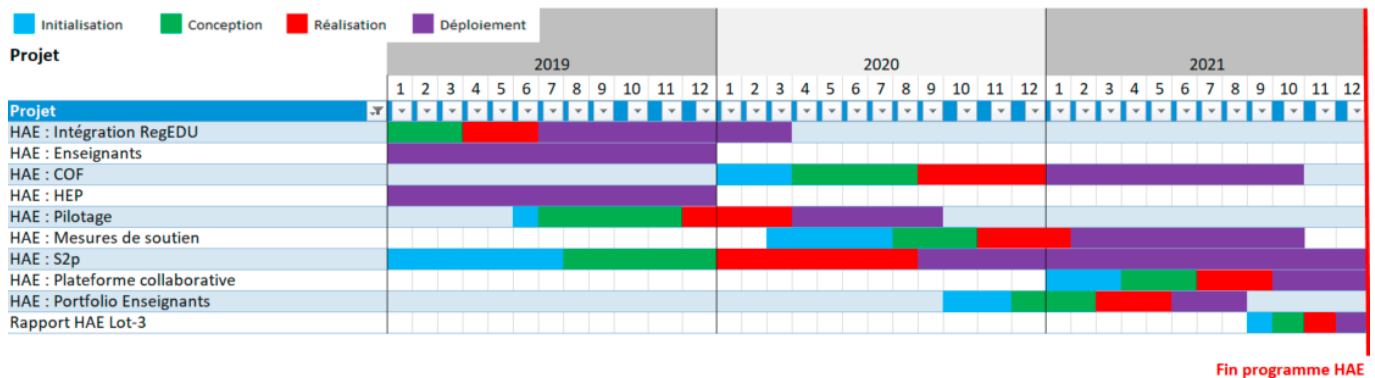
- > Pour l'ensemble des degrés d'enseignement, la solution cantonale doit être intégrée aux référentiels cantonaux de l'éducation. Les données transversales, cantonales ou fédérales doivent provenir des référentiels. Les données des personnes doivent provenir du registre des personnes et chaque personne doit être identifiée de manière unique et non équivoque.

4.2. Planification du lot 3

Les projets en cours ou encore à réaliser dans le lot-3 pour les années 2019 à 2022 sont les suivants:

- > Projet d'intégration aux référentiels de l'éducation
- > Projet Gestion du corps enseignant-e-s et des remplacements («HAE Enseignants»)
- > Projet Conservatoire de Fribourg («HAE COF»)
- > Projet Haute Ecole pédagogique («HAE HEP»)
- > Projet Pilotage
- > Projet Mesures de soutien
- > Projet Secondaire II professionnel («HAE S2p»)
- > Projet Portfolio Enseignants
- > Projet Plateforme collaborative

La planification, en lien avec les demandes de budgets au plan financier 2020–2023, est la suivante:



La viabilité financière des derniers projets HAE est garantie par la mise en place de réservations d'enveloppes par projet sur la base de l'enveloppe globale prévue par le message 289. Ces enveloppes sont validées par le CoPil HAE.

Le tableau ci-dessous résume les sommes consommées aux lots 1 et 2, ainsi que le montant prévu pour terminer la réalisation du lot 3.

Tableau résumé

Lots	Montants
Lot-1 – consommé	6 928 764
Lot-2 – consommé	3 754 683
Lot-3 – prévision	5 276 553
Total	15 960 000

5. Conclusion

Si le rapport du lot-1 décrivait une situation complexe qu'il a fallu stabiliser, le lot-2 se caractérise d'une part par un changement de fournisseur cantonal, qui donne entière satisfaction, et d'autre part par la mise en place des référentiels des données de l'éducation. Ainsi, le retour à une solution unique et générale permet de diminuer considérablement les efforts d'intégration et de gestion. L'existence d'un référentiel cantonal de l'éducation permet de suivre les dossiers des

élèves sur leur durée, sans ressaisie ni multiplication et éparpillement des dossiers. Cette situation assainie facilite le bon déroulement des projets à venir et ouvre la voie à certaines prestations en ligne (cyberadministration).

Il est également notable que la culture des projets à l'Etat a fortement évolué. HAE n'est plus perçu comme un «projet de l'informatique» mais bien comme un projet des utilisateurs, caractérisé par une forte implication du monde de l'éducation. La technique apparaît en second plan et n'impose pas ses diktats. La principale qualité du fournisseur actuel est de parfaitement intégrer cette problématique dans la gestion de ses projets et d'apporter une réelle valeur ajoutée dans la connaissance des métiers de l'éducation.

La fusion de l'ancien Centre Fri-tic et du bureau HAE a permis de rassembler les ressources et les compétences nécessaires à la mise en place et à la gestion efficace du système d'information harmonisé et du référentiel cantonal de l'éducation, communs à près de cent cinquante d'établissements scolaires dépendants de trois Directions différentes (DICS, DEE et DIAF). Le nouveau Centre de compétences Fritic est devenu ainsi un organe central au sein du système éducatif, tant au niveau pédagogique qu'administratif.

Les conclusions et recommandations du rapport du lot-1 se sont révélées pertinentes. Certaines ont pu être mises en œuvre, avec des résultats positifs, notamment le passage à

des contrats de type « agile », le choix du retour à la stratégie initiale d'une solution cantonale paramétrable et adaptée aux besoins, l'étroite collaboration entre les utilisateurs et le fournisseur, et la mise en place d'une organisation ad hoc apte à gérer le système d'information de l'éducation.

Le défi du lot-1 était de mettre en place une culture de projet métier et une volonté d'harmonisation du système d'information. Celui du lot-2 était de mettre en place les conditions opérationnelles de cette harmonisation grâce à une application transversale unique et fiable, et un référentiel de données partagées. Le défi du lot-3 sera de terminer ou de mettre en œuvre le solde des projets dans le cadre strict des montants alloués et des délais, tout en assurant l'entretien et l'évolution du système. L'effort pour maintenir l'adéquation avec les exi-

gences légales et acquérir un degré de qualité suffisant est la base d'une future numérisation des prestations en vue de la cyberadministration et permet ainsi de récolter les bénéfices escomptés du programme HAE.

Comme prévu, le Conseil d'Etat renseignera le Grand Conseil sur l'utilisation des crédits pour l'ensemble du programme HAE, après la réalisation du troisième lot.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil, d'une part, à prendre acte de ce rapport comme faisant suite au postulat 2017-GC-156 mentionné en introduction, et d'autre part, à prendre acte du présent rapport sur l'état du lot-2 de HAE.

Annexe

Evolution des projets depuis 2012

Selon Message 289			Lot de base					Lot-2			Lot-3			
Segment d'enseign.	Nom du projet		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
HAE - lot de base	Transverse	Appel d'offre public	[Barres de planification et réalisation]											
	Transverse	Référentiel						[Barres de planification et réalisation]						
	Sec-2 académique	Implémentation solution cantonale												
	Transverse	Remplacement des enseignants												
	Primaire	Solution web simplifiée												
	Sec-1	Interfaces logiciels sur référentiels												
	Transverse	Composants techniques de base												
Sec-2 professionnel	Upgrade GFA / iGestion													
HAE- 2	COF	Implémentation nouvelle solution												
	HEP	Implémentation nouvelle solution												
	Transverse	Pilotage												
	Transverse	Mesure d'appui												
HAE- 3	Sec-2 professionnel	Implémentation solution cantonale												
	Primaire	Fonctionnalités additionnelles												
	Transverse	Absences												
	Transverse	Indemnités / frais + portfolio												

- Planification initiale en 2011
- Réalisation effective
- Prévision de réalisation

Fin 2018 est le jalon du rapport "HAE lot-2"

- ¹ Projet renommé "Gestion des enseignants et des remplacements".
- ² Les interfaces seront réalisées dans le cadre du projet "S1", qui est lui-même hors du périmètre de HAE.
- ³ Projet renommé en "Mesures de soutien" en 2015.
- ⁴ Terminé, déjà réalisé dans le cadre du projet "Primeo" en 2015.
- ⁵ Projet clos, actuellement en cours de réalisation dans le cadre du projet "Enseignants".
- ⁶ Uniquement "portfolio des enseignants". La partie "Indemnités / frais" est obsolète et ne sera pas réalisée.



Bericht 2019-DICS-25

20. Mai 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat über die Umsetzung des 2. Programnteils (2. Los) des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme

Wir unterbreiten Ihnen den Bericht über die Umsetzung des zweiten Teilprojekts (2. Los) des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme (HAE).

Der Bericht ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung	10
2. HAE-Programm: Übersicht	10
3. Einzelheiten nach Projekt	13
4. Dritter und letzter Programnteil	17
5. Schlussbemerkungen	18

1. Einleitung

Der Grosse Rat genehmigte per Dekret vom 20. März 2012 (*TGR S. 473–482*) einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme (HAE).

In der Botschaft Nr. 289 vom 16. November 2011 des Staatsrats an den Grossen Rat zu diesem Dekret wurde erläutert, dass das HAE-Programm in drei Teile bzw. Unteraufträge (Lose) unterteilt werde. Bei den Beratungen des Staatsrats zu diesem Projekt wurde vorgeschlagen, dem Grossen Rat nach Abschluss jedes Teils jeweils einen Zwischenbericht vorzulegen. Damit sollte sichergestellt werden, dass das Projekt entsprechend den in der Botschaft Nr. 289 festgelegten organisatorischen und finanziellen Rahmenbedingungen abläuft. Der Bericht zum ersten Programnteil (1. Los) 2015-DICS-66 wurde am 7. Dezember 2015 an den Grossen Rat überwiesen (*TGR Februar 2016 S. 111–116*). Dieses Dokument ist somit der Bericht über den zweiten Teil des HAE-Programms.

Zudem genehmigte der Grosse Rat am 23. März 2018 (*TGR S. 468–471*) das Postulat Nr. 2017-GC-156 François Genoud-Braillard/Stéphane Sudan – «Projekt HAE/ESCADA – Schulverwaltungssoftware». Wie in der Antwort des Staatsrats angekündigt wurde, klärt dieser Bericht Fragen zur Planung des Programms HAE sowie zur Notwendigkeit einer Harmonisierung der in den Schulen eingesetzten Softwarelösungen. Zudem informiert der Bericht über den Stand des laufenden Projektes für die Schulen der Sekundarstufe 2 (Mittelschu-

len), obschon dieses Projekt formell nicht zum Geltungsbereich des HAE-Dekrets gehört.

Im zweite Kapitel werden nochmals der Rahmen und die Ziele des HAE-Programms dargelegt, das dritte Kapitel beschreibt den aktuellen Stand der verschiedenen laufenden oder geplanten Projekte und das vierte Kapitel ist der Planung für den dritten Programnteil gewidmet.

2. HAE-Programm: Übersicht

2.1. Botschaft 289 (2011) und Bericht zum 1. Programnteil (2015)

In seinem Bericht vom 7. Dezember 2015 legte der Staatsrat folgenden neuen Zeitplan für das HAE-Programm fest:

- > 1. Programnteil: 2011 bis 2015
- > 2. Programnteil: 2016 bis Mitte 2018
- > 3. Programnteil: 2017 bis Mitte 2019

Für die Umsetzung dieses zweiten Programnteils wurde ein Budget von 5,9 Mio. Franken vorgesehen, mit dem folgende Projekte durchgeführt werden sollen:

- > Bildung von Bezugssystemen und Einrichtung von Schnittstellen (HAE Référentiels)
- > Personalverwaltung und Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung (HAE ENS)
- > Integration der Daten der Sekundarstufe 1 (Integration S1)

- > Pädagogische Hochschule (HAE HEP)
- > Konservatorium Freiburg (HAE COF)
- > Entwicklung von institutionellen Steuerungsinstrumenten (HAE Pilotage)
- > Unterstützungsmassnahmen (HAE MDS).

Im Bericht zum 1. Programmteil wurden die geschätzten Ausgaben bis Ende 2015 aufgelistet. In der nachfolgenden Tabelle sind die effektiven Beträge aufgeführt.

Effektiv ausgegebene Beträge 1. Programmteil

Projekte	Kostenschätzung Bericht 1. Programmteil per Ende 2015 veranschlagte Gesamtkosten	Effektive Kosten Ende 2015	Differenz
öffentliche Ausschreibung	398 522	398 522	–
Zentrale Datenbezugssysteme	812 747	783 188	-29 559
Verwaltungslösung für die Freiburger Kollegien	2 818 155	2 755 206	-62 949
Lösung für die Personalverwaltung und die Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung	89 963	78 363	-11 600
Einfachere Web-Lösung für die Primarstufe	1 094 803	1 094 804	1
Software-Schnittstelle zwischen den Lösungen der Sek. 1 (OS) und dem Bezugssystem	137 453	121 664	-15 789
Infrastruktur und Umgebung	234 000	221 763	-12 238
Upgrade der Lösungen GFA/1-Gestion der Berufsfachschulen	36 925	36 924	-1
Programmverwaltung	1 408 811	1 412 025	3 214
Varia	26 426	26 307	-119
Spielraum/Reserve für Anschaffungen und für Unvorhergesehenes	–	–	–
	7 057 805	6 928 766	-129 040
Wiederkehrende Kosten – Unterhalt	618 947	689 256	70 309
	7 676 752	7 618 022	-58 731

2.2. Strategische Aspekte

Seit Beginn des HAE-Programms gab es zahlreiche technische, gesellschaftliche, gesetzgeberische und politische Veränderungen. Angesichts der Umwälzungen, die durch das Aufkommen sozialer Netzwerke und die Bedeutung online verfügbarer Dienste verursacht wurden, hat der Staat Freiburg seine Prioritäten neu ausgerichtet und eine digitale Strategie erarbeitet.

Im Mai 2017 genehmigte der Staatsrat das «Kantonale Konzept für die Integration von Medien und IKT¹ in den Unterricht 2017–2021» (Konzept für Medien und IKT), das vier strategische Schwerpunkte vorsieht: Personalressourcen sowie Aus- und Weiterbildung, materielle und technische Ressourcen, pädagogische Ressourcen und Anwendungen, Prävention und Intervention. Auf der Grundlage dieses Konzepts für Medien und IKT hat die EKSD beschlossen, die Kompetenzen der Fachstelle fri-tic und des HAE-Teams in einer einzigen Einheit, dem Kompetenzzentrum Fritic, zu vereinen. Die Verbindung des technisch-pädagogischen Fachwissens, das Fachstelle fri-tic seit 2001 erworben hat, mit den Kompetenzen des HAE-Teams in der Verwaltung von

Informationssystemen, im Projektmanagement und in der Implementierung von Schulverwaltungslösungen ermöglicht es der EKSD, eine Gesamtübersicht über den Digitalisierungsbedarf im Bildungsbereich zu erhalten.

Der Staatsrat hat die Digitalisierung in die Schwerpunkte seines Regierungsprogramms 2017–2021 aufgenommen. «Freiburg macht seine Revolution 4.0» ist eines der drei Hauptprojekte der Regierung für die laufende Legislaturperiode. Um sein staatliches Handeln zu lenken, hat der Staatsrat im Oktober 2018 den «Richtplan der Digitalisierung und der Informationssysteme – Ein Instrument im Dienste der Verwaltung 4.0» veröffentlicht. Zu den tragenden Projekten dieses Richtplans gehören das elektronische Schülerdossiers und das Projekt zur Harmonisierung der Informationssysteme der Schulen, zwei zentrale Teilprojekte des HAE-Programms.

So stehen die Teilprojekte, die gemäss der Botschaft 289 im Rahmen des Gesamtprojekts HAE geplant sind, im Mittelpunkt der Digitalisierungsstrategie des Staates, namentlich die Einführung eines kantonalen Bezugssystem für den Bil-

¹ Medien und IKT: Medien, Bilder, Informations- und Kommunikationstechnologien

dungsbereich (Bildungsregister)¹. Letzteres ermöglicht den Austausch von Querschnittsdaten und die Einrichtung eines zuverlässigen und aktuellen Qualitäts- und Datensystems zu den Personen. Zudem können dabei zwei Grundsätze eingehalten werden: Erstens wird ein einziger Anbieter gewählt, wodurch die Integrations- und Verwaltungskosten gesenkt werden können, und zweitens besteht eine sehr enge Zusammenarbeit zwischen den Anwenderinnen und Anwendern und dem Anbieter des Betriebssystems. Und schliesslich entspricht diese Lösung der Vision eines Informationssystems als kohärentes, organisiertes Gesamtsystem.

2.3. Stand des HAE-Programms – Zusammenfassung

Die Priorisierung der Digitalisierung durch den Staatsrat ermöglichte es, bei mehreren Projekten, die bis dahin keine ausreichende strategische und finanzielle Unterstützung erhalten hatten, Fortschritte zu erzielen.

So begann vier Jahre nach dem ursprünglichen Zeitplan im Februar 2016 die Entwicklung des kantonalen Bildungsregisters und im Sommer 2018 wurde das Bildungsregister «RegEdu» geliefert. Dieses Bildungsregister bildet das Rückgrat des Informationssystems für den Bildungsbereich des Kantons Freiburg. Die Umsetzung dieses Projekts war eine wesentliche Voraussetzung für die angestrebte Harmonisierung des Informationssystems der Freiburger Schulen, unabhängig davon, ob diese der EKSD, der VWD oder der ILFD unterstellt sind.

Aufgrund seines Umfangs waren seit zwei Jahren alle für das HAE-Programm vorgesehenen Personalressourcen an diesem Projekt beteiligt. Auf der Grundlage dieses nunmehr soliden und funktionierenden Grundgerüsts kann nun die Harmonisierung der Informationssysteme der übrigen Bildungsstufen angegangen werden.

Diese grundlegende Überarbeitung der Dienste des Staates in einer digitalen Welt hat unter anderem die Verwendung sogenannter «agiler» Projektmethoden begünstigt. Vor allem konnte dadurch im Jahr 2017 eine öffentliche Ausschreibung für eine Lösung für die pädagogische Hochschule durchgeführt werden, die später auf alle Etappen und Programmeile des HAE-Programmumfangs ausgedehnt werden konnte. Diese Lösung, die Software IS-Academia von Equinoxe, wird von der ETH Lausanne, der Fachhochschule Westschweiz HES-SO und sämtlichen Schulen im Kanton Tessin eingesetzt. Sie ist perfekt auf den Bildungsbereich zugeschnitten und hat sich zu der von unserem Kanton bevorzugten Lösung entwickelt, wobei auch dem Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen Rechnung getragen wird.

Sie ist oder wird noch in die kantonalen Finanz-, Dokumenten- und Archivverwaltungssysteme sowie in die Referenzdaten- und Personenverwaltungssysteme in den Bereichen Bildung, Identitäten- und Rollenverwaltung, Verwaltung der institutionellen Steuerung usw. integriert.

Der Zeitplan für die HAE-Programme wurde entsprechend angepasst. So wurden einige der im 2. Programmteil (2. Los) geplanten Projekte noch nicht realisiert, während die ursprünglich für den 3. Programmteil geplanten Projekte bereits begonnen oder sogar abgeschlossen werden konnten. Zum Zeitpunkt, in dem dieser Bericht erstellt wurde, sind drei Projekte des 2. Programmteils abgeschlossen, vier Projekte (2. und 3. Programmteil) sind in Gang und drei weitere (2. und 3. Programmteil) sollen nun lanciert und umgesetzt werden, um das HAE-Programm abzuschliessen. Alle Projekte, die abgeschlossen oder noch in Gang sind, werden ins Bildungsregister aufgenommen. Die Anwenderinnen und Anwender sowie das Projektteam ist mit dem Verlauf sämtlicher Arbeiten zufrieden.

2.4. Projekte in Zusammenhang mit dem HAE-Programm

Parallel zur rasanten Entwicklung der Informationstechnologie wurden im Kanton Freiburg seit Beginn des HAE-Programms bedeutende Gesetzesänderungen vorgenommen. Mit dem Inkrafttreten des neuen Schulgesetzes (2014), des neuen Gesetzes über die Sonderpädagogik (2017), des revidierten Gesetzes über den Mittelschulunterricht (2019) und des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule Freiburg (2016) verschieben sich tendenziell die 2011 ermittelten Bedürfnisse oder festgelegten Prioritäten. Insbesondere haben sich während der Umsetzung des 2. Programmteils zwei neue Anforderungen ergeben:

- > Erstens die Notwendigkeit der Umsetzung eines kantonalen Projekts für die Schulen der Sekundarstufe 1 (Orientierungsschulen). Dieses Projekt, das derzeit in Gang ist, wird unter der Leitung des Kompetenzzentrums Fritic mit Mitteln des Rahmenbudgets Informatik für den Bildungsbereich, aber ausserhalb des Verpflichtungskredits des HAE-Programms durchgeführt. Ziel dieses Projekts ist es, die Praktiken des deutsch- und des französischsprachigen Kantonsteils zu harmonisieren, Daten zwischen den Schulen und dem kantonalen Bildungsregister auszutauschen, die digitalen Identitäten der Akteure der Orientierungsschule zu verwalten (darunter auch die Einrichtung von Benutzerkonten für Schülerinnen und Schüler, eine lang erwartete Funktion) und diese Schulstufe in das institutionelle Steuerungssystem zu integrieren (Statistiken, voraussichtliche Schülerbestände usw.). Aus strategischer Sicht ermöglicht dieses Projekt die Verarbeitung von Schülerdaten über die gesamte Dauer der obligatorischen Schule (1H bis 11H).

¹ Bezugssystem: Register mit Personendaten (z.B. Schüler/innen, Lehrpersonen, Verwaltungspersonal) oder anderen materiellen oder immateriellen Angaben (Ausbildungsstätten, Lehr-/Studienpläne usw.).

- > Zweitens die Notwendigkeit, die digitalen Identitäten der verschiedenen Akteure (Schüler/innen, Lehrpersonen, Verwaltungspersonal, Aushilfspersonal und verschiedene Partner) zu verwalten. Die Verwaltung dieser Identitäten und ihrer Lebenszyklen ist für die Erstellung und Verwaltung von Informatikkonten notwendig, um den Zugang zu den verschiedenen pädagogischen Angeboten und Verwaltungsdiensten Freiburgs zu ermöglichen. Sie ist auch Voraussetzung für das künftige Identity- und Access-Management-System (System zur Verwaltung von Identitäten) von Schulen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) und des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation (SEFRI), das Projekt FIDES (Föderation von Identitätsdiensten für den Bildungsraum Schweiz), das derzeit umgesetzt wird.

2.5. Datenschutz und Datensicherheit

Die Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz (ÖDSB) ist im Steuerungsausschuss des HAE-Programms vertreten. Durch diese aktive Teilnahme wird sichergestellt, dass

Aspekte, die mit dem Schutz der Privatsphäre von Schülerinnen und Schülern sowie Lehrpersonen zusammenhängen, gesetzeskonform geregelt werden. Vor allem ist damit gewährleistet, dass die gesammelten Daten nur in voller Übereinstimmung mit den rechtlichen Vorgaben verwendet oder weitergegeben werden.

An den eingesetzten Anwendungen werden regelmässig technische Sicherheitsüberprüfungen durchgeführt. Zur Sicherheitsüberprüfung des Hauptlieferanten ist anzumerken, dass die Ergebnisse dieser Audits als ausgezeichnet bewertet werden und sich die IT-Schwachstellen auf nebensächliche Elemente beschränken.

2.6. Finanzielle Lage

Aus Gründen der Kostentransparenz wurde beschlossen, in diesem Bericht die Gesamtkosten der in Botschaft Nr. 289 geplanten Projekte 2016–2018 darzustellen, unabhängig davon, zu welchem Programmteil sie ursprünglich gehören.

Die Leistungen aufgeschlüsselt nach den Kosten werden im nachfolgenden Abschnitt aufgelistet.

HAE-Programme 2016–2018

Leistungen	2016	2017	2018	Total
Bildung von Bezugssystemen und Einrichtung von Schnittstellen	995 353	576 581	149 638	1 721 572
Pädagogische Hochschule	56 529	397 773	478 413	932 715
Personalverwaltung & Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung	82 234	92 260	447 481	621 975
Integration von Daten der Sekundarstufe 1	–	42 934	1 939	44 873
Konservatorium	–	–	12 613	12 613
Unterstützungsmassnahmen	2 246	1 050	–	3 296
Institutionelle Steuerung	76 146	15 502	–	91 648
Infrastruktur und Umgebungen	115 656	2 133	–	117 789
Programmverwaltung	168 195	28 502	–	196 697
Sonstiges (Datenqualität)	–	11 505	–	11 505
	1 496 359	1 168 240	1 090 084	3 754 683

Die Position «Sonstiges» beinhaltet Projekte, die nicht im Bericht zum 1. Programmteil, der als Referenz dient, aufgeführt oder erwähnt sind. Darin erfasst sind im Wesentlichen Ausgaben im Zusammenhang mit der Implementierung des Datenqualitätssystems.

3. Einzelheiten nach Projekt

Aufgrund der Planungsvorgaben sind einige Projekte des 3. Programmteils bereits abgeschlossen oder sind schon ange laufen. Alle Projekte des 2. und des 3. Programmteils sind somit hier aufgeführt. Um den Bezug zur Botschaft Nr. 289

beizubehalten, werden die Zuordnungen zu den verschiedenen Programmteilen zur Information angegeben.

3.1. Abgeschlossene Projekte

3.1.1. Kantonales Bildungsregister

- > Bezeichnung des Projektes in der Botschaft: Bildung von Bezugssystemen und Einrichtung von Schnittstellen (HAE: Référentiels)
- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 1 721 572 Franken
- > Stand: abgeschlossen

Am 27. Juni 2018 wurde das erste Bezugssystem der Personen im Kanton Freiburg in Betrieb genommen. Dieses kantonale Bildungsregister ermöglicht es, die Richtigkeit, Aktualisierung und Relevanz der Daten von 67 000 Akteuren (Schüler/innen, Lehrpersonen und Verwaltungspersonal von Schulen im Kanton Freiburg) zu gewährleisten.

Da das Bildungsregister das Rückgrat des Informationssystems zum Bildungsbereich bildet und es sich um ein besonders komplexes, umfangreiches Projekt handelt, ist dessen Abschluss ein wichtiger Erfolg, der den Weg für die übrigen Projekte ebnet.

3.1.2. Zusätzliche Funktionen für die Schulverwaltung im 1. und 2. Zyklus

- > Projekt des 3. Programmteils
- > Kosten: wurden in den Kosten für die Umsetzung und die laufende Instandhaltung von PRIMEO einbezogen.
- > Stand: abgeschlossen

Das Projekt für die Schulen des 1. und des 2. Zyklus wurde im Rahmen des 1. Programmteils mit der Anwendung PRIMEO abgeschlossen. Die Botschaft Nr. 289 sah jedoch im 3. Programmteil eine Reserve für die restliche Umsetzung von Elementen, die in der ersten Phase nicht berücksichtigt werden konnten, namentlich für allfällige Verzögerungen, die sich aufgrund von gesetzgeberischen Arbeiten (damals war das Schulgesetz noch nicht verabschiedet) oder wegen technischer Gründe (die 2011 auf dem Markt erhältlichen Kommunikations- und Kooperationstools boten nicht die gleichen Funktionen an wie die heute verfügbaren) ergeben könnten.

Dieses Projekt des 3. Programmteils, das in der Botschaft Nr. 289 unter «verschiedene Projekte für die Primarschulen – Primarstufe++» aufgeführt war, wurde vom HAE-Steuerungsausschuss am 7. März abgeschlossen. Das Funktionsangebot der PRIMEO-Lösung sowie die verschiedenen späteren Weiterentwicklungen werden als ausreichend und angemessen erachtet. Sie entsprechen den gegenwärtig bestehenden Bedürfnissen.

3.1.3. Organisationsstruktur für den Betrieb der Lösungen

- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten: in der Rubrik «Programmverwaltung» inbegriffen
- > Stand: abgeschlossen, bei der Umsetzung des 3. Programmteils zu festigen

Für die Umsetzung des HAE-Programms wurde von Anfang an eine Organisationsstruktur eingerichtet, die in der Lage ist, sich um das Bildungsinformationssystem und alle eingesetzten Lösungen zu kümmern und diese zu verwalten.

Dazu gehören der Unterhalt und die Weiterentwicklung der Anwendungen, die Gewährleistung der Kohärenz und Optimierung des Informationssystems, die Verwaltung von Daten und Nomenklaturen für das gesamte Bildungswesen sowie die Schulung und Unterstützung der Anwenderinnen und Anwender. Es muss auch sichergestellt werden, dass sämtliche künftigen Entwicklungen des Systems mit den Bedürfnissen der Anwenderinnen und Anwender übereinstimmen, dass die Multifunktionalität und gemeinsame Nutzung der Lösungen gewährleistet sind und dass das Bildungsinformationssystem in die Systeme des Staates, insbesondere in die künftigen E-Government-Systeme, eingebunden werden kann.

Die Schaffung des Kompetenzzentrums Fritic im Mai 2018, das die Ressourcen und Kompetenzen der früheren «Fachstelle fri-tic» und des «HAE-Teams» bündelt, hat den Wissensaustausch verstärkt. Die drei sich ergänzenden Kompetenzbereiche – pädagogische und technische Informatiklösungen, Informationssystem-Management und Einbindung der Digitalisierung in die Bildung – sind eng zusammengewachsen. Der HAE-Steuerungsausschuss (CoPil HAE) hat am 7. Juni 2018 den Abschluss dieses Projekts bestätigt.

In der Botschaft Nr. 289 waren jedoch die Schaffung von 11 neuen (Vollzeit-)Stellen für die Verwaltung des Bildungsinformationssystems sowie ein jährliches IT-Betriebsbudget von 2 Millionen Franken vorgesehen. Bisher konnten nur 5 dieser Stellen geschaffen werden. Ausserdem beschränkte die in diesem Zeitraum durchgeführte Reorganisation des ITA die Möglichkeiten zur Neuausrichtung der Ressourcen zu diesem Projekt. Neben einigen strategischen Aspekten ist dieser Punkt eine der Ursachen für die Verzögerung des HAE-Programms.

3.2. Laufende Projekte

3.2.1. Verwaltungslösung für die Pädagogische Hochschule (HEP-PH FR)

- > Name des Projekts: HAE HEP
- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 932 715 Franken
- > Stand: in Gang, wird im Oktober 2019 abgeschlossen
- > Risiken: gering
- > Situation: die Anwenderinnen und Anwender in der Praxis sind sehr zufrieden

Die pädagogische Hochschule hat den Beginn ihres akademischen Studienjahres im September 2018 mit Hilfe der neuen IS-Academia-Lösung von Equinoxe verwaltet. Das Projekt gilt bereits als Erfolg: In jeder Phase der funktionalen Implementierung hat der Lieferant seine Zusagen in Bezug auf Termine, Kosten und Qualität eingehalten, und die Verwaltung der Hochschule erfolgt derzeit mit der neuen Lösung. Die

HEP-PH FR zeigt sich sehr erfreut über die guten Beziehungen zum Lieferanten.

3.2.2. Lösung für die Zuordnung der Unterrichtspersonen und die Stellvertretung von Lehrpersonen

- > Name des Projekts: Personalverwaltung und Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung (HAE ENS)
- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 621 975 Franken
- > Stand: in Gang, wird im Sommer 2019 abgeschlossen
- > Risiken: mittel bis gering
- > Situation: die Anwenderinnen und Anwender in der Praxis sind sehr zufrieden

Die Anwenderinnen und Anwender dieser Lösung (derzeit vor allem das Amt für Ressourcen der EKSD sowie die Schulleitungen des 1. und 2. Zyklus) sind der Ansicht, dass das Projekt «vor dem Abschluss» steht und damit der per Ende des Schuljahres 2018/19 festgelegte Abschlussstermin eingehalten wird. Die gelieferte Lösung läuft sehr zufriedenstellend. Sie bringt nachweislich Vorteile: in Sachen Qualität der Datenverarbeitung, Vereinfachung der Verwaltungsverfahren, Funktionen, die den Ämtern und Schuldirektionen angeboten werden.

Die Lösung ist in das kantonale Bildungsregister eingebunden. Bei der Umsetzung des Projektes galt es jedoch auch Schwierigkeiten zu überwinden: enge Termine und ein komplexer Perimeter. Dank der ausgezeichneten Zusammenarbeit zwischen dem Amt für Ressourcen und dem Lieferanten (Equinoxe) ist es gelungen, die Termine und die Qualität unter Wahrung der Kostenkontrolle einzuhalten. Auch wenn die Situation hinsichtlich der Termine nach wie vor angespannt ist, wird angesichts des aktuellen Stands des Projekts das Risiko einer verspäteten Lieferung oder finanzieller Überschreitungen als gering eingeschätzt.

3.2.3. Integration von Daten der Sekundarstufe 1 (OS)

- > Name des Projekts: Integration von Daten der Sekundarstufe 1 (OS)
- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 44 873 Franken
- > Stand: in Gang, wird im Sommer 2019 abgeschlossen
- > Risiken: gering

In der Botschaft Nr. 289 war vorgesehen, die Verwaltungslösungen für die Sekundarstufe 1 in die HAE-Bezugssysteme zu integrieren. Da diese Verwaltungslösungen ersetzt und auf die kantonale Lösung abgestimmt werden, sind die Integrationskosten relativ gering und beschränken sich auf die Datenübernahme aus den aktuellen Lösungen. Wie unter Ziffer 2.4 erläutert, werden die Kosten für den Wechsel von

Anwendungen ausserhalb der Budgets des HAE-Programms geregelt.

3.2.4. Infrastruktur und Umgebung

- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 117 789 Franken
- > Stand: in Gang, wird im Sommer 2019 abgeschlossen
- > Risiken: gering

Diese Kosten hängen zusammen mit Aktivitäten zur Implementierung der Verwaltung digitaler Identitäten, die insbesondere für die Erstellung und Verwaltung der Informatikkonten der Akteure im Bildungsbereich (Schüler/innen, Lehrpersonen, Verwaltungspersonal, Aushilfskräfte und Partner der Schule) erforderlich sind.

3.2.5. Verwaltung des HAE-Programms

- > Kosten 2016–2018: 196 697 Franken

Diese Kosten entsprechen den Mitteln, die für die Verwaltung des HAE-Programms und der übergreifenden Aktivitäten im Zeitraum 2016 bis 2018 benötigt wurden.

3.2.6. Datenqualität

- > Budgetrubrik: «Verschiedenes»
- > Kosten 2016–2018: 11 505 Franken

Hierbei handelt es sich um Aktivitäten im Zusammenhang mit der Implementierung von Tools und Prozessen zur Datenqualitätsanalyse. Das Qualitätsmanagement der Daten ist ein zentrales Element des kantonalen Bildungsregisters. Aus organisatorischen Gründen und für eine bessere finanzielle Transparenz wurden diese Kosten getrennt vom Referenzprojekt berechnet.

3.3. Geplante Projekte für die Jahre 2019 bis 2021

3.3.1. Verwaltungslösung für die berufsbildende Sekundarstufe 2

- > Projekt des 3. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 0 Franken
- > Stand: in der Anfangsphase, soll im September 2020 anlaufen
- > Risiken: hoch, aufgrund fehlender finanzieller Mittel zur Unterstützung in der Praxis.
- > Projektumfang: schliesst die berufsbildenden Schulen des Kantons ein, einschliesslich des Landwirtschaftlichen Instituts Grangeneuve und des Amts für Berufsbildung. Das Interprofessionelle Weiterbildungszentrum WIZ gehört jedoch nicht zum Projektumfang.

Das Projekt wird es den Schulen der berufsbildenden Sekundarstufe 2 ermöglichen, in die Daten des kantonalen Bildungsregisters (Register der natürlichen Personen, freiburgische und schweizerische Nomenklaturen usw.) und in Kürze auch in die anderen im Aufbau befindlichen kantonalen Bezugssysteme (Register der juristischen Personen) eingebunden zu werden. Zudem bietet es ihnen weitere Vorteile: Integration in das Identitätsmanagementsystem für den Bildungsbereich, Eintragen der Bildungsgänge von Schülerinnen und Schülern sowie Lehrpersonen, Aufrüstung bestehender Anwendungen durch Webtools und Portale für Schülerinnen und Schüler sowie und Lehrpersonen und Integration in die E-Government-Systeme. Das 2019 begonnene Projekt soll zu Schuljahresbeginn im August 2020 in Betrieb gehen.

3.3.2. Verwaltungslösung für das Konservatorium Freiburg

- > Name des Projekts: HAE COF
- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 12 613 Franken
- > Stand: startbereit – geplant für 2020–2021

Der Bedarf wurde analysiert, ein Angebot des Lieferanten liegt vor. Der Start des Projekts wurde auf den 3. Programmteil verschoben, dies in Absprache mit der Direktion des Konservatoriums. Dieses kann sich vorerst mit der bestehenden Lösung begnügen, auch wenn sie technisch veraltet ist. Der Support ist jedoch nicht mehr gewährleistet und daher ist ein Wechsel unumgänglich.

3.3.3. Lösung zur Verwaltung der Dossiers von Schülerinnen und Schülern mit Unterstützungsmassnahmen

- > Name des Projekts: MDS (Mesures de soutien – Unterstützungsmassnahmen)
- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 3 296 Franken
- > Stand: startbereit – geplant für 2020–2021

Dieses Projekt wurde einer vollständigen Analyse unterzogen und in mehrere Etappen unterteilt, wobei die erste eher organisatorischer denn technischer Natur ist.

Da der Aufbau des Bezugssystems und die Implementierung von Schulverwaltungslösungen Priorität haben und zudem das Bezugssystem für die Bildung (Bildungsregister) und die Schullaufbahn der Schülerin oder des Schülers eine Voraussetzung für die Verwaltung einer «Schullaufbahn im Sonderschulbereich» ist, wurde dieses Projekt vorerst unterbrochen. Es ist für 2020 und 2021 geplant.

3.3.4. Lösung zur Extraktion von Statistiken und Prognoseberechnungen (Steuerung)

- > Name des Projekts: HAE Pilotage (Steuerung)
- > Projekt des 2. Programmteils
- > Kosten 2016–2018: 91 648 Franken
- > Stand: startbereit – geplant für 2019 und 2020

Zunächst musste die Umsetzung des kantonalen Bildungsregisters und dann auf die Einrichtung der Einheitslösung in den verschiedenen Schulstufen abgewartet werden. Daher dürfte dieses Projekt erst 2020 abgeschlossen werden. Da die verschiedenen Schulstufen von der kantonalen Lösung profitieren, wird die Leitung in der Lage sein, mehr Daten zu verarbeiten und ihr Potenzial zu entwickeln.

3.3.5. Verwaltungslösung für die Portfolios der Lehrpersonen

- > Name des Projekts: «HAE Portfolio»
- > Projekt des 3. Programmteils
- > Stand: in der Analysephase – geplant für 2020 und 2021

Dieses Projekt wird als weniger wichtig und komplex erachtet. Ungeachtet dessen wird es ein Instrument sein, das dem gesamten Lehrpersonal zur Verfügung steht. Die Analysen wurden Ende 2018 und Anfang 2019 durchgeführt. Es ist abhängig von dem per Mitte 2019 geplanten Abschluss des Projekts «Personalverwaltung und Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung». Es sei darauf hingewiesen, dass die Botschaft auch den Begriff «Rückzahlung der Spesen» vorsah, der jetzt im Rahmen der Umsetzung der IS-Academia-Projekte für jede Schulstufe durchgeführt wird.

3.4. Unterhalt der eingerichteten Lösungen

Diese Kosten umfassen Unterhaltsarbeiten an Anwendungen, die in den letzten drei Jahren genutzt wurden, sowie Projektaktivitäten, die nicht im Projektumfang, wie er in der Botschaft festgelegt ist, enthalten waren.

HAE 2. Programmteil Unterhalt

Leistungen	2016	2017	2018	Total
Lehrpersonen	–	40 063	120 217	160 280
PH	–	71 348	135 058	206 406
Integration RegEDU	–	–	154 385	154 385
Unterhalt und Aktivitäten ausserhalb des Projekts	204 794	234 455	–	439 249
Primarstufe 2. Programmteil	154 329	187 775	–	342 104
Programm	13 500	105 741	70 310	189 551
Provisionierung	3 586	–	–	3 586
Datenqualität	–	2 268	–	2 268
Bezugssysteme	–	380 000	105 265	485 265
Personal Zuordnungen	–	2 722	–	2 722
Personal Lehrpersonendossier	16 911	53 282	–	70 193
S2a	648	–	–	648
Unterhalt Anwendung DEMS	–	49 286	63 295	112 581
Unterhalt Anwendung ESCADA	253 734	182 329	118 253	554 316
Unterhalt Anwendung ISA	4 125	–	24 385	28 510
Unterhalt Anwendung «Mosaïque»	–	–	1 587	1 587
Unterhalt Anwendung PRIMEO	107 547	93 766	126 040	327 353
Unterhalt Anwendung Schulen	–	–	10 230	10 230
Unterhalt HAE und Aktivitäten ausserhalb des Projekts	–	–	111 613	111 613
Unterhalt Bildungsregister RegEDU	–	–	86 696	86 696
	759 174	1 403 035	1 127 334	3 289 543

4. Dritter und letzter Programmteil

4.1. Umsetzungsstrategie

Die in der Botschaft Nr. 289 festgelegte Strategie, nämlich die Einrichtung einer einheitlichen kantonalen Anwendung für sämtliche Schulstufen und Bildungsbereiche sowie die Einbindung der Verwaltungsinstrumente in das kantonale Bildungsregister, gilt nun für alle Projekte.

Die strategischen Vorgaben für sämtliche Projekte können allgemein wie folgt zusammengefasst werden:

- > Es wird eine einheitliche kantonale Lösung für das gesamte Schulsystem des Kantons bevorzugt. Davon ausgenommen sind einige spezielle Funktionen (zum Beispiel die Erstellung der Stundenpläne einer Schule).
- > Bei allen Schulstufen muss die kantonale Lösung in die Identitätenverwaltung des Bildungswesens integriert werden. Die Lösung übernimmt die Informatikkonten und Rollen des Bildungssystems und erstellt keine eigenen Benutzerkonten.
- > Bei allen Schulstufen wird die kantonale Lösung mit dem Schulverwaltungssystem verbunden (Statistiken, voraussichtliche Schülerzahlen, Berichte usw.). Bereiche, die noch nicht auf die kantonale Lösung umgestiegen

sind, werden nicht in das Schulverwaltungssystem integriert.

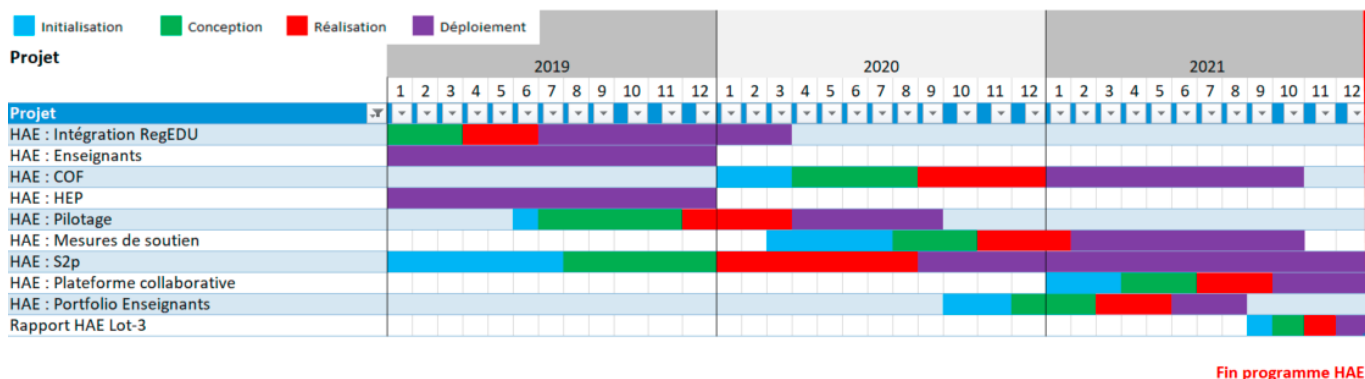
- > Bei allen Schulstufen muss die kantonale Lösung in die kantonalen Bildungsregister eingebunden werden. Kantonsübergreifende Daten, sei es von anderen Kantonen oder vom Bund, müssen aus Bezugssystemen übernommen werden. Personendaten müssen aus dem Personenregister stammen und jede Person muss eindeutig und unmissverständlich identifiziert werden.

4.2. Planung des 3. Programmteils

Folgende Projekte sind derzeit noch in Gang oder werden im Rahmen des 3. Programmteils in den Jahren 2019 bis 2022 durchgeführt:

- > Projekt zur Integration in die Bildungsregister
- > Projekt Personalverwaltung und Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung («HAE Enseignants»)
- > Projekt Konservatorium Freiburg («HAE COF»)
- > Projekt Pädagogische Hochschule («HAE HEP»)
- > Projekt «Pilotage»
- > Projekt Unterstützungsmassnahmen
- > Projekt berufsbildende Sekundarstufe 2 («HAE S2p»)
- > Projekt Portfolio Lehrpersonen
- > Projekt Zusammenarbeitsplattform

Hinsichtlich der Budgetanträge für den Finanzplan 2020–2023 sieht die Planung wie folgt aus:



Die finanzielle Absicherung zur Durchführung der letzten HAE-Programme erfolgt durch die Rückstellung von Budgetmitteln für jedes Projekt auf der Grundlage des in der Botschaft Nr. 289 vorgesehenen Gesamtbudgets. Diese Budgetbeträge werden vom HAE-Steuerungsausschuss genehmigt.

Die folgende Tabelle fasst die im 1. und 2. Programmteil verbrauchten Beträge sowie den veranschlagten Betrag für die Fertigstellung des 3. Programmteils zusammen.

Zusammenstellung	
Programmteile	Beträge
1. Programmteil – verbraucht	6 928 764
2. Programmteil – verbraucht	3 754 683
3. Programmteil – Rückstellung	5 276 553
Total	15 960 000

5. Schlussbemerkungen

Beschrieb der Bericht zum 1. Programmteil eine komplexe Situation, die stabilisiert werden musste, so ist der 2. Programmteil einerseits durch einen Wechsel des kantonalen Lieferanten, was sich als sehr zufriedenstellende Lösung erwies, und andererseits durch die Implementierung von Bezugssystemen für den Bildungsbereich (Bildungsregistern) gekennzeichnet. Dank der Rückkehr zu einer einzigen, allgemeinen Lösung konnte der Integrations- und Verwaltungsaufwand erheblich gesenkt werden. Das Vorhandensein eines kantonalen Bildungsregisters ermöglicht es, die Schülerdossiers über die gesamte Dauer ihrer Schullaufbahn zu überwachen, ohne dass die Dossiers erneut erfasst werden müssen oder ohne dass es zu einer Vervielfachung und Verzettelung der Dossiers kommt. Diese verbesserte Situation erleichtert den reibungslosen Ablauf künftiger Projekte und ebnet den Weg für gewisse Online-Dienstleistungen (E-Government).

Zudem ist auch anzumerken, dass sich die Art und Weise, wie Projekte durchgeführt werden, beim Staat erheblich verändert hat. HAE wird nicht mehr als «IT-Projekt», sondern

als Projekt der Anwenderinnen und Anwender wahrgenommen, das durch eine starke Einbindung des Bildungswesens gekennzeichnet ist. Die Technik rückt in den Hintergrund und diktiert nicht das Vorgehen. Die Hauptqualität des derzeitigen Lieferanten besteht darin, dass er diesen Aspekt perfekt in die Verwaltung seiner Projekte integriert und einen echten Mehrwert zu den Kenntnissen der Fachleute des Bildungsbereichs bringt.

Die Zusammenlegung der früheren Fachstelle fri-tic und des HAE-Teams hat es ermöglicht, die Ressourcen und Fähigkeiten zu bündeln, die für den Aufbau und die effektive Verwaltung des harmonisierten Schulverwaltungssystems und des kantonalen Bildungsregisters erforderlich sind. Diese Systeme werden von fast 150 Schulen, die drei verschiedenen Direktionen (EKSD, VWD und ILFD) unterstellt sind, genutzt. Das neue Kompetenzzentrum Fritic ist damit zu einem zentralen Organ im Bildungssystem geworden, sowohl in pädagogischer wie auch in administrativer Hinsicht.

Die Schlussfolgerungen und Empfehlungen des Berichts zum 1. Programmteil haben Früchte getragen. Einige von ihnen wurden umgesetzt und brachten positive Ergebnisse, insbesondere der Wechsel zu «agilen» Verträgen, der Entscheidung, zur ursprünglichen Strategie einer konfigurierbaren kantonalen Lösung zurückzukehren, die den Bedürfnissen angepasst ist, die enge Zusammenarbeit zwischen Anwenderinnen und Anwendern sowie Lieferanten sowie die Einrichtung einer Ad-hoc-Organisation, die das Bildungsinformationssystem (Bildungsregister) verwalten kann.

Beim 1. Programmteil bestand die Herausforderung darin, eine fachbezogene Projektkultur aufzubauen und das Informationssystem zu harmonisieren. Die Aufgabe des 2. Programmteils war es, die operativen Anforderungen für diese Harmonisierung durch eine einzige und zuverlässige bereichsübergreifende Anwendung und einen gemeinsamen Datenbestand (Register) zu schaffen. Die Herausforderung des 3. Programmteils wird darin bestehen, die restlichen Projekte firstgerecht und ohne Überschreitung der gewährten Budgetmittel umzusetzen. Gleichzeitig soll für den Unterhalt und die Weiterentwicklung des Systems gesorgt werden.

Die Bemühungen, den gesetzlichen Vorgaben zu entsprechen und ein ausreichendes Qualitätslevel zu erreichen, sind die Grundlage für eine zukünftige Digitalisierung der Dienste für das E-Government und ermöglichen es so, die erwarteten Vorteile des HAE-Programms zu nutzen.

Wie vorgesehen wird der Staatsrat den Grossen Rat nach Abschluss des dritten Programmteils über die Verwendung der Mittel für das gesamte HAE-Programm informieren.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, diesen Bericht zu dem in der Einleitung erwähnten Postulat 2017-GC-156 und zum Stand der Arbeiten des 2. HAE-Programmteils zur Kenntnis zu nehmen.

Anhang

Projektentwicklungen seit 2012

Gemäss Botschaft Nr. 289			Basis-Los (Grundprogramm)					2. Programmteil (2. Los)			3. Programmteil (3. Los)			
Unterrichtsstufen	Name des Projekts		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
HAE - Basis-Los (Grundprog)	übergreifend	Öffentliche Ausschreibung	[Green bar 2011-2012]											
	übergreifend	Bezugssystem		[Green bar 2012-2015]					[Blue bar 2016-2018]					
	Sek-2 allgemeinbildend	Implementierung kantonale Lösung		[Green bar 2012-2013]		[Blue bar 2013-2015]								
	übergreifend	Stellvertretung von Lehrpersonen			[Green bar 2013-2014]					[Blue bar 2018]	[Pink bar 2019]			
	Primarstufe	Einfache Web-Lösung:			[Green bar 2013-2014]		[Blue bar 2014-2015]							
	Sekundarstufe 1	Schnittstellen Bezugssysteme			[Green bar 2013-2014]						[Blue bar 2018]	[Pink bar 2019]	[Blue bar 2020]	[Pink bar 2021]
	übergreifend	Technische Basiskomponenten	[Green bar 2011-2014]											
	Sek-2 berufsbildend	Upgrade GFA / iGestion	[Blue bar 2011-2012]											
HAE - 2	HAE KF	Implementierung neue Lösung				[Green bar 2014-2015]							[Pink bar 2019-2021]	
	HAE PH	Implementierung neue Lösung					[Green bar 2015]		[Blue bar 2017-2018]		[Pink bar 2019]			
	übergreifend	Steuerung					[Green bar 2015]					[Pink bar 2019-2021]		
	übergreifend	Unterstützungsmassnahmen				[Green bar 2014-2017]							[Pink bar 2019-2021]	
HAE - 3	Sek-2 berufsbildend	Implementierung kantonale Lösung						[Green bar 2016-2018]				[Pink bar 2019-2021]		
	Primarstufe	Zusatzfunktionen						[Green bar 2016-2018]						
	übergreifend	Absenzen						[Green bar 2016-2017]						
	übergreifend	Vergütung / Spesen + Portfolio							[Green bar 2017]				[Pink bar 2019]	

- ursprüngliche Planung im 2011
- effektive Ausführung
- Prognose / Voraussichtliche Ausführung

Ende 2018 ist die «Ziellinie» für den Bericht «HAE 2. Los»

¹ Projekt unbenannt in «Personalverwaltung und Verwaltung der Lehrpersonenstellvertretung».

² Die Schnittstellen werden im Rahmen des Projekts «Sekundarstufe 1», das ausserhalb des HAE-Projektumfangs umgesetzt wird, entwickelt/erstellt.

³ Projekt 2015 unbenannt in «Unterstützungsmassnahmen»

⁴ Abgeschlossen, bereits 2015 im Rahmen des Projekts «Primeo» umgesetzt.

⁵ Projekt beendet, wird derzeit im Rahmen des Projekts «Lehrpersonen» ausgeführt.

⁶ Einzig «Portfolio von Lehrpersonen». Der Teil «Vergütung / Spesen» ist veraltet und wird nicht umgesetzt.

Rapport annuel 2018 de la commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR)

Mesdames et Messieurs les Présidents des Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura,
Mesdames et Messieurs les députés,

Conformément aux dispositions précisées ci-dessous, la Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CSR) vous invite à prendre connaissance de son rapport annuel.

Le bureau de la commission est composé des présidents des délégations cantonales, soit de Messieurs les députés:

Peter Gasser	BE	
Gaétan Emonet	FR	
Jean Romain	GE	Président 2018
Vincent Eschmann	JU	
Jean-Claude Guyot	NE	
Jean-Louis Radice	VD	
Julien Dubuis	VS	Vice-président 2018

Durant l'année 2018, le bureau a siégé à trois reprises et la CIP CSR s'est réunie deux fois en séance plénière.

1. CADRE LEGISLATIF

La Convention scolaire romande du 21 juin 2007 est entrée en vigueur le 1^{er} août 2009. Elle institue un Espace romand de la formation qui s'intègre dans l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS). La CSR reprend ainsi les dispositions contraignantes de l'accord suisse tout en étendant l'engagement des cantons romands à d'autres domaines de coopération obligatoire.

L'activité de la commission découle du contrôle parlementaire d'institutions intercantionales généralisé, dès 2001 en Suisse romande, par « la Convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités avec l'étranger », accord remplacé en 2011 par la Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl).

Le présent rapport annuel de la commission, à l'intention des parlements cantonaux, repose sur les dispositions contenues aux articles 20 à 25 du chapitre 5 de la CSR qui prévoient, en particulier, que la commission préavise le rapport annuel, le budget et les comptes de la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP).

2. RAPPORT D'ACTIVITES DE LA CIIP : ETAT DES LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SCOLAIRE ROMANDE (CSR)

Education au numérique

L'enseignement de l'informatique a été au centre, en automne 2017, de la séance plénière thématique de la commission. En 2018, le dossier a fait l'objet d'un suivi particulier qui se

poursuivra en 2019.

La CIIP réfléchit actuellement à un plan d'action qui mettra en exergue diverses mesures en faveur de l'éducation numérique. Ce document présentera un catalogue d'actions très concrètes que les cantons latins pourraient s'engager à conduire plus ou moins simultanément. Cinq raisons ont présidé à la préparation de ce plan d'actions, qui a été mis en consultation durant tout le mois de juin 2018 auprès des différentes conférences de chefs de service :

- i. au vu des évolutions technologiques, il est nécessaire de généraliser l'apprentissage de l'informatique, en dépassant le caractère transversal et les expériences pilotes locales et ponctuelles ;
- ii. suite à la décision de la CDIP d'introduire l'enseignement obligatoire de l'informatique au gymnase et au fait que l'informatique est déjà présente et de plus en plus importante dans les filières de la formation professionnelle, il est urgent de déterminer les prérequis à l'entrée du secondaire II ;
- iii. il est indispensable de revoir et de mettre à niveau les objectifs du PER avec ceux du Lehrplan 21, de les adapter à l'évolution de la société et au savoir que les élèves doivent acquérir durant leur scolarité obligatoire ;
- iv. il est impératif de poser un diagnostic et de trouver des solutions quant aux différents verrous à faire sauter, qui retardent ou handicapent les mesures déjà prises dans les différents cantons. Des verrous techniques (le wifi, l'obsolescence de certains équipements, etc.), de compétences et de qualifications, notamment à la formation des cadres dirigeants des écoles et de la formation initiale et continue des enseignants. Le dernier cadenas à faire sauter, et non le moindre, est le volet financier. Il faudra faire passer au niveau des parlements l'idée que cette évolution indispensable nécessite aussi la mise à disposition de moyens financiers suffisants pour répondre à cette exigence, à laquelle ni la Société, ni l'Ecole ne peuvent se soustraire ;
- v. la collaboration avec les Hautes écoles dans l'espace romand doit être renforcée. A cet effet, la CIIP a rencontré le Président de l'EPFL, M. Vetterli, afin de discuter des attentes des formations subséquentes, ainsi que d'aborder la problématique du numérique dans la société en général.

La volonté de la CIIP est de faire évoluer le PER, de manière à fixer des objectifs communs, ce but est partagé par tous les responsables de l'instruction publique membres de la CIIP. Devant les positions divergentes des spécialistes et des politiques, la CIIP devra prendre des décisions politiques et délimiter les prérequis et les objectifs à atteindre par les élèves. Tous les spécialistes ont des attentes différentes, raison pour laquelle il s'agira de fixer des minimas afin que les élèves puissent entrer dans les formations subséquentes en ayant acquis des bases suffisantes à la fin de l'école obligatoire.

En ce qui concerne la CDIP, la conférence nationale n'a pas pour mission de s'occuper des plans d'études pour la scolarité obligatoire (mais par contre des plans d'études cadre pour la formation générale du secondaire II). L'impulsion ne viendra donc pas de cette instance pour les degrés Harmos.

Le plan d'études alémanique (Lehrplan 21) a été adopté en 2014, mais n'est pas encore introduit dans tous les cantons : dix-sept cantons sur vingt-et-un actuellement. Le Lehrplan 21 pose des objectifs qui vont plus loin que le PER dans l'apprentissage de l'informatique. La demande des trois cantons bilingues membres de la CIIP est de supprimer le décalage entre le Lehrplan 21 et le PER. Dans un premier temps, la CIIP tient à adapter à la fois les objectifs déjà présents dans le PER, mais surtout, à faire en sorte que leur application soit généralisée.

La décision politique a été prise le 22 novembre 2018. L'adoption finale du document devra être faite au printemps 2019 par l'assemblée plénière de la CIIP.

Actuellement, l'informatique n'est pas considérée comme une discipline scolaire en tant que telle, elle est enseignée de manière transversale par les enseignants dans les différentes branches qu'ils enseignent, mais ce procédé ne garantit pas un apprentissage suffisant partout et pour tous les élèves. La décision première à prendre dans ce programme d'action est de rendre l'enseignement de l'informatique obligatoire, donc de l'introduire comme discipline en tant que telle. Fixer de nouveaux objectifs dans le PER en regard de l'évolution de la société actuelle pourrait créer un nouveau décalage avec le Lehrplan21, il est à craindre que ceci induise une surenchère permanente entre les deux plans d'études. La CIIP souhaite bien évidemment éviter ce type de débat et entend mettre à niveau les deux plans d'études, raison pour laquelle ces réflexions doivent être menées entre régions linguistiques et pas du tout au niveau de la CDIP.

Dans tous les cas, la modification du PER, pour aller vers une extension de l'éducation au numérique, demandera, en plus de l'équipement des salles de classe, une formation des enseignants. Pour les nouveaux enseignants, les HEP devront intégrer ce paramètre dans leur formation initiale et pour les enseignants en place, des moyens dédiés à la formation continue, devront être trouvés dans les budgets cantonaux.

S'agissant du secondaire II, l'informatique est déjà bien présente dans les filières de la formation professionnelle car ce sont les organisations du monde du travail (OrTra) qui définissent les contenus des formations. Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) édicte ensuite les ordonnances de formation professionnelle par métier.

Au niveau des Ecoles de culture générale (ECG), l'informatique est présente en partie, cela se précisera encore ces prochaines années. La nouveauté est l'introduction, d'ici 2021 au plus tard, de l'informatique dans le parcours gymnasial. Il est urgent que la CIIP définisse les prérequis à atteindre par les élèves en fin de scolarité obligatoire, afin de leur garantir un bagage suffisant en regard des contenus enseignés ensuite au secondaire II. Il est par ailleurs indispensable que les régions s'entendent entre elles et fixent un niveau d'exigence quasi similaire. Des réflexions doivent porter, non seulement sur la question de la grille horaire, mais aussi sur la manière dont cette discipline pourrait être certifiée, ce qui pourrait amener les élèves à passer une évaluation. La mise en œuvre reste toujours cantonale et ces décisions seront discutées dans les Parlements car celles-ci impacteront les budgets cantonaux.

En ce qui concerne l'extension de la grille horaire, la CIIP précise que la volonté n'est pas d'étendre la grille horaire à l'infini. L'un des rôles de l'école est de préparer au mieux les élèves pour le passage au secondaire II, au marché du travail, aux études et à l'évolution de la société, avec bien évidemment une différenciation selon l'âge de l'enfant et sa capacité d'assimilation. La CIIP est consciente de ne pas pouvoir toujours étendre la grille horaire, pas seulement pour une question financière mais aussi pour une question pédagogique. Aujourd'hui, la CIIP n'a pas encore de réponse figée sur la question.

3. L'ÉPUISEMENT PROFESSIONNEL CHEZ LES ENSEIGNANTS

La commission a focalisé la thématique de sa séance plénière d'automne sur l'épuisement professionnel chez les enseignants. Le sujet a fait l'objet d'une large couverture médiatique lors de la conférence de presse du SER (syndicats des enseignants romands) à l'occasion de la rentrée scolaire 2016/2017¹.

¹ <http://www.le-ser.ch/actualites/rapport-2017-sur-la-sant%C3%A9-des-enseignants-romands>

Trois orateurs ont présenté des points de vue différents :

- celui des enseignants par M. Jean-Marc Haller, secrétaire général du syndicat des enseignants romands (SER)
- celui des directions par M. Gérard Aymon, président de la conférence latine des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire (CLACESO)
- celui d'une structure de soutien aux enseignants par Mme, Laurence Oro-Messerli, Centre d'accompagnement et de prévention pour les professionnels des établissements scolaires (CAPPES), Neuchâtel.

Plusieurs hypothèses au mal-être des enseignants ont été évoquées notamment les défis relationnels avec les élèves et les parents, la promotion de l'intégration dans les classes, la mise en place du PER, l'avènement du numérique, l'incompréhension intergénérationnelle (générations X, Y, Z), l'administration devenue trop conséquente ou le manque de défis du métier (routine et perspectives).

Au-delà de l'appréhension des causes multifactorielles de l'épuisement du corps enseignant, la commission a essayé de réfléchir aux moyens ou aux mesures permettant d'y remédier.

De l'avis de la commission, la formation des enseignants doit être questionnée. Si le syndicat des enseignants se montre, quant à lui, favorable à l'allongement à quatre ans de la formation initiale dans les HEP, plusieurs commissaires estiment, à l'aune de leur expérience, que la problématique réside moins dans la durée des études que dans le manque de formation sur le terrain des enseignants. A ce titre, le postulat déposé par la commission auprès de la CIIP et demandant plus d'enseignement pratique au sein des HEP garde toute sa validité.

A ce sujet, la CIIP préconise une introduction à la profession accompagnée, et ce à l'aide des dispositifs existants qui pourraient être renforcés. L'enseignant qui se destine à ce métier et qui se forme à la HEP ou à l'Université est très encadré lorsqu'il effectue ses stages. En revanche, au moment où il entre concrètement en fonction, il se trouve dans un tout autre contexte et doit parfois faire face à de réels problèmes, en partie inconnus et qu'il doit gérer seul, problèmes de didactique ou de dialogue avec les parents ou les élèves, avec des collègues ou avec la direction ; c'est donc à ce moment-là qu'il devrait pouvoir recourir à un système de mentorat.

La tendance exprimée par la commission ne tend pas vers un allongement de la formation initiale des enseignants en exigeant le master pour tous. Les avis exprimés vont dans les sens de formations continues qui devraient être proposées en fonction des besoins repérés progressivement chez les enseignants au fil des ans. L'idée d'une validation et d'une valorisation de ces formations continues paraît intéressante.

Du côté des membres de la CIIP, le niveau master pour l'enseignement primaire n'est pas revendiqué, position qui rejoint la tendance actuelle de l'ensemble de la Suisse. Toutefois, les Chefs de Départements reconnaissent la nécessité de garantir un meilleur étalement de la formation et de l'encadrement, y compris lorsque l'enseignant se retrouve sur le terrain. Pour ce faire, un renforcement de la formation continue, dont une partie serait reconnue et certifiée, pourrait être une bonne option.

Actuellement, la crainte des cantons porte d'abord sur le risque de pénurie de personnel enseignant. Dès lors, toutes les HEP et les institutions ont augmenté leurs effectifs ou sont en passe de le faire, ce qui engendre des coûts élevés. Les investissements sont d'abord injectés dans ces dispositifs et non dans le prolongement de la formation ou le besoin de créer une autre certification de la profession. Certes il y a lieu de faire de la prévention, mais il est également important d'offrir un dispositif de soutien qui permette d'agir sur des cas particuliers, comme le fait le canton de Neuchâtel par exemple avec le CAPPES.

En ce qui concerne la formation des directions, la CIIP rappelle que la formation minimale exigée est un CAS à hauteur de quinze crédits. Il est possible de compléter cette formation par un DAS, formation qui s'oriente vers le développement et la mise en œuvre d'une stratégie d'établissement, mais qui requiert trente crédits, soit la moitié d'une année académique. Afin d'adapter l'offre et rendre cette formation davantage accessible, il a été demandé au dispositif FORDIF (formation en Direction d'Institutions de formation) de mettre en place des formations continues spécifiques à des problèmes rencontrés dans la pratique et à des études de cas concrets.

La thématique de l'école inclusive, de l'intégration de la différence et des soutiens mis à dispositions des enseignants généralistes a été effleurée mais mérite à elle-seule une séance spéciale qui sera organisée durant l'automne 2019.

4. COMPTES 2017

Actuellement, la CIIP se trouve au milieu de son programme d'activités quadriennal (2016-2019), puisque la "législature" se terminera en 2019. Depuis quelques années, la contribution des cantons n'a jamais été indexée et est restée identique durant toute cette période, y compris dans le cadre du budget 2019 adopté en mars dernier par l'Assemblée plénière de la CIIP.

Actuellement la CIIP vit en partie sur des réserves : le fond des moyens d'enseignement a été dissout en 2012, le consortium romand PISA romande n'existe plus, etc. Grâce à ces reliquats, la CIIP a pu éviter de demander plus d'argent aux cantons, la Conférence annonce devoir bientôt faire face, au niveau de la prévision budgétaire, à des exercices déficitaires du fait de la consommation de ces réserves. Les déficits budgétés sont anticipés en effectuant un maximum d'économies sur les exercices, en retardant par exemple l'engagement pour des postes vacants, en économisant sur certains projets qui ne seraient pas prioritaires, sans toutefois mettre en péril les activités. Les exercices 2018 et 2019 seront bouclés avec une petite marge positive grâce aux réserves.

En revanche, de nombreuses interrogations portent sur le programme 2020 – 2023, puisque les réserves auront été épuisées et que d'autres dossiers émergent, comme le numérique par exemple. A l'heure actuelle, une réflexion est menée au sujet du futur périmètre d'action de la CIIP, d'autant plus qu'une difficulté supplémentaire s'est greffée à cela, à savoir la recapitalisation de la caisse de pension de l'Etat de Neuchâtel qui induit quelques factures importantes. Nonobstant, grâce à des reliquats positifs, la CIIP se trouve dans une situation qui n'est pas dramatique, mais qui exige de la vigilance.

La CIP CSR a pris acte des documents de bouclage qui lui ont été transmis.

5. BUDGET 2019 ET PLANIFICATION FINANCIERE

Le budget 2019 présente un fort dépassement, auquel il sera possible de faire face grâce à des économies réalisées de manière préventive durant les exercices 2016 et 2017 et qui permettront de boucler l'exercice 2019 qui sera le dernier du programme quadriennal en cours.

Comme cité précédemment, la CIIP a dû faire face à une modification de la loi sur la caisse de prévoyance du personnel neuchâteloise à laquelle elle est affiliée. En effet, un changement de régime va intervenir dès 2019 et a conséquemment des incidences sur la part employeur, raison pour laquelle des solutions ont dû être trouvées avec les cantons. Moyennant cet aspect, le budget a pu être adopté sans augmenter celui de fonctionnement.

La CIP-CSR prend acte du budget qui lui a été transmis.

6. CONCLUSION RECOMMANDATION FINALE

La Commission interparlementaire de contrôle de la CSR recommande aux Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura, de prendre acte du rapport d'information de la CIIP, présenté conformément à l'art. 20 de la Convention scolaire romande.

Genève, mai 2019

Jean Romain

Président CIP CSR 2018

Jahresbericht 2018 der interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR)

Sehr geehrte Damen und Herren Grossratspräsidentinnen und -präsidenten der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den nachstehenden Bestimmungen lädt Sie die interparlamentarische Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR) ein, von ihrem Jahresbericht Kenntnis zu nehmen.

Das Büro der Kommission setzt sich aus den Präsidenten der kantonalen Delegationen zusammen, d.h. aus den Herren Abgeordneten:

Peter Gasser	BE	
Gaétan Emonet	FR	
Jean Romain	GE	Präsident 2018
Vincent Eschmann	JU	
Jean-Claude Guyot	NE	
Jean-Louis Radice	VD	
Julien Dubuis	VS	Vizepräsident 2018

Im Jahr 2018 ist das Büro zu drei Sitzungen und die IPK CSR zu zwei Plenarsitzungen zusammengetreten.

1. GESETZLICHER RAHMEN

Die Westschweizer Schulvereinbarung vom 21. Juni 2007 ist am 1. August 2009 in Kraft getreten. Sie schafft den Westschweizer Bildungsraum im Einklang mit der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (HarmoS). Die CSR übernimmt also die zwingenden Bestimmungen der schweizerischen Vereinbarung und erweitert die Verpflichtungen der Westschweizer Kantone auf andere Bereiche der obligatorischen Zusammenarbeit.

Die Tätigkeit der Kommission ist Teil der parlamentarischen Kontrolle interkantonalen Institutionen, die 2001 in der Westschweiz über die «Interkantonale Vereinbarung über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Abänderung der interkantonalen Verträge und Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland» allgemein eingeführt wurde. Diese Vereinbarung wurde 2011 durch den «Vertrag über die Mitwirkung der Kantonsparlamente bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland» (ParlVer) ersetzt.

Der vorliegende Jahresbericht der Kommission an die Kantonsparlamente basiert auf den Bestimmungen der Artikel 20 bis 25 von Kapitel 5 der CSR, die vorsehen, dass die Kommission den Jahresbericht, das Budget und die Rechnung der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) prüft.

2. TÄTIGKEITSBERICHT DER CIIP: UMSETZUNGSSTAND DER WESTSCHWEIZER SCHULVEREINBARUNG (CSR)

Digitales Lernen

Bei der thematischen Plenarsitzung der Kommission im Herbst 2017 stand der Informatikunterricht im Mittelpunkt. 2018 wurde dem Dossier besondere Aufmerksamkeit gewidmet, was auch 2019 weiterhin der Fall sein wird.

Die CIIP befasst sich derzeit mit einem Aktionsplan, der verschiedene sehr konkrete Massnahmen zugunsten des digitalen Lernens enthält, zu deren mehr oder weniger gleichzeitigen Umsetzung sich die lateinischen Kantone verpflichten könnten. Fünf Gründe waren ausschlaggebend bei der Erarbeitung dieses Aktionsplans, der sich im Juni 2018 bei den verschiedenen Konferenzen der Dienstchefs in der Vernehmlassung befand:

- i. In Anbetracht der technologischen Entwicklungen ist es notwendig, den Informatikunterricht gesamthaft einzuführen und über den fächerübergreifenden Charakter und die lokalen und punktuellen Pilotprojekte hinauszugehen.
- ii. Infolge des Entscheids der EDK, den obligatorischen Informatikunterricht am Gymnasium einzuführen, und aufgrund der Tatsache, dass die Informatik in den Berufsschulen bereits sehr präsent ist und immer wichtiger wird, müssen die Anforderungen zu Beginn der Sekundarstufe II unbedingt festgelegt werden.
- iii. Es ist unerlässlich, die Ziele des Westschweizer Lehrplans (PER) jenen des Lehrplans 21 anzugleichen, sie an die gesellschaftlichen Entwicklungen und das Wissen, das sich die Schülerinnen und Schüler während der obligatorischen Schulzeit aneignen müssen, anzupassen.
- iv. Es ist unbedingt notwendig, die verschiedenen Barrieren, welche die in den einzelnen Kantonen bereits ergriffenen Massnahmen verzögern oder behindern, ausfindig zu machen und zu verstehen, wie sie beseitigt werden können. Dazu gehören Hindernisse in Sachen Technik (WLAN, veraltete Geräte usw.), Kompetenzen und Qualifikationen, insbesondere auf Ebene der Ausbildung der Schuldirektionen sowie der Grund- und Weiterbildung der Lehrpersonen. Die letzte, und nicht am leichtesten zu überwindende Barriere ist der finanzielle Aspekt. Die Parlamente müssen verstehen, dass diese unbedingt notwendige Entwicklung auch die Bereitstellung ausreichender finanzieller Mittel bedingt, um es zu ermöglichen, diesen Anforderungen, denen sich weder die Gesellschaft noch die Schule entziehen kann, gerecht zu werden.
- v. Die Zusammenarbeit mit den Westschweizer Hochschulen muss verstärkt werden. Mit diesem Ziel hat die CIIP mit dem Präsidenten der EPFL, Martin Vetterli, über die Erwartungen auf Stufe der weiterführenden Ausbildung gesprochen und dabei auch die Problematik der Digitalisierung in der Gesellschaft als Ganzes angesprochen.

Die CIIP beabsichtigt, den PER mit Blick auf die Festlegung gemeinsamer Ziele anzupassen. Diese Absicht wird von allen Verantwortlichen des öffentlichen Unterrichtswesens, die Mitglieder der CIIP sind, mitgetragen. Mit den abweichenden Standpunkten der Spezialisten und der Politiker konfrontiert, muss die CIIP politische Entscheidungen treffen und die von den Schülerinnen und Schülern zu erreichenden Anforderungen und Ziele festlegen. Die verschiedenen Spezialisten haben unterschiedliche Erwartungen, weshalb Mindestanforderungen festgelegt werden müssen, damit die Schülerinnen und Schüler am Ende der obligatorischen Schulzeit über ausreichende Grundlagen verfügen, um Zugang zu weiterführenden Ausbildungen zu erhalten.

Es ist nicht Aufgabe der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK), sich um die Lehrpläne für die obligatorische Schule zu kümmern (sondern um den Rahmenlehrplan für die allgemeine Ausbildung auf Sekundarstufe II). Der Anstoss für die Harnos-Stufen wird also nicht von dieser Instanz kommen.

Der Deutschschweizer Lehrplan 21 wurde 2014 angenommen, ist aber nach wie vor noch nicht in allen Kantonen eingeführt (zurzeit in 17 von 21 Kantonen). Der Lehrplan 21 steckt im Bereich Informatik höhere Ziele als der PER. Die drei zweisprachigen Kantone der CIIP fordern, dass die Unterschiede zwischen dem Lehrplan 21 und dem PER ausgeglichen werden. Zunächst möchte die CIIP die im PER bereits vorhandenen Ziele anpassen, jedoch in erster Linie deren flächendeckende Anwendung durchsetzen. Der politische Entscheid fiel am 22. November 2018. Das Dokument dürfte im Frühling 2019 von der Plenarversammlung der CIIP endgültig verabschiedet werden.

Zurzeit wird die Informatik noch nicht als eigenes Schulfach betrachtet, sondern fächerübergreifend von den jeweiligen Lehrpersonen unterrichtet. Dieses Vorgehen garantiert jedoch keinen ausreichenden Lernerfolg in allen Bereichen und für alle Schülerinnen und Schüler. Die wichtigste im Rahmen dieses Aktionsplans zu treffende Entscheidung ist die Einführung des obligatorischen Informatikunterrichts als eigenständiges Fach. Die Festlegung neuer Ziele im PER mit Blick auf die aktuelle gesellschaftliche Entwicklung könnte den Unterschied zum Lehrplan 21 vergrössern; dies könne einen permanenten Konkurrenzkampf zwischen den beiden Lehrplänen zur Folge haben. Die CIIP möchte diese Art von Wettbewerb natürlich verhindern und beabsichtigt, die beiden Lehrpläne einander anzugleichen. Deshalb müssen diese Überlegungen zwischen den Sprachregionen angestellt werden und nicht auf Ebene der EDK.

Auf jeden Fall bedingt eine Änderung des PER mit Blick auf die Verstärkung des digitalen Lernens neben der Ausrüstung der Schulzimmer auch eine entsprechende Ausbildung der Lehrpersonen. Für neue Lehrpersonen müssen die Pädagogischen Hochschulen (PH) diesen Aspekt in ihrer Grundausbildung berücksichtigen; für die bestehenden Lehrpersonen müssen in den kantonalen Budgets finanzielle Mittel für die Weiterbildung bereitgestellt werden.

Auf Sekundarstufe II ist die Informatik in den verschiedenen Berufsbildungen bereits sehr präsent, da die Organisationen der Arbeitswelt den Inhalt der Lehrgänge festlegen. Das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) erlässt anschliessend berufsspezifische Bildungsverordnungen.

In den Fachmittelschulen (FMS) ist die Informatik teilweise präsent und wird in den kommenden Jahren weiter verstärkt. Neu ist die Einführung der Informatik in den gymnasialen Lehrplan bis 2021. Die CIIP muss dringend die von den Schülerinnen und Schülern am Ende der obligatorischen Schulzeit zu erreichenden Bildungsziele festlegen, um sicherzustellen, dass sie für die auf Sekundarstufe II unterrichtete Materie ausreichend vorbereitet sind. Es ist zudem unbedingt nötig, dass sich die Regionen verständigen und ein ähnliches Anforderungsniveau festlegen. Es müssen nicht nur Überlegungen zur Stundentafel angestellt werden, sondern auch zur Art, wie dieses Fach validiert werden könnte. Von den Schülerinnen und Schülern könnte verlangt werden, dass sie einen Test absolvieren. Die Umsetzung bleibt in jedem Fall kantonal, und diese Entscheidungen werden in den Parlamenten besprochen, da sie Auswirkungen auf die kantonalen Budgets haben.

Die CIIP betont, dass die Stundentafel nicht unendlich erweitert werden sollte. Eine Aufgabe der Schule bestehe darin, die Schülerinnen und Schüler bestmöglich auf die Sekundarstufe II, den Arbeitsmarkt, ein Studium und auf die gesellschaftliche Entwicklung vorzubereiten, wobei natürlich Alter und Aufnahmefähigkeit des Kindes stets zu berücksichtigen sind. Die CIIP ist sich bewusst, dass sie die Stundentafel nicht nur aus finanziellen, sondern auch aus pädagogischen Gründen nicht endlos erweitern kann. Zurzeit hat die CIIP noch keine

definitive Antwort auf diese Frage.

3. BERUFLICHE ERSCHÖPFUNG BEI LEHRPERSONEN

An ihrer Plenarsitzung im Herbst konzentrierte sich die Kommission auf das Thema der beruflichen Erschöpfung bei Lehrpersonen. Im Anschluss an die Pressekonferenz des Westschweizer Lehrersyndikats zum Schulbeginn 2016/17¹ berichteten die Medien intensiv über dieses Thema.

Drei Redner legten verschiedene Standpunkte dar:

- jenen der Lehrpersonen, vertreten durch Jean-Marc Haller, Generalsekretär der Westschweizer Lehrgewerkschaft (SER);
- jenen der Direktionen, vertreten durch Gérard Aymon, Präsident der lateinischen Konferenz der Schuldirektionen der obligatorischen Schulzeit (CLACESO);
- jenen einer Unterstützungseinrichtung für Lehrpersonen, vertreten durch Laurence Oro-Messerli, Centre d'accompagnement et de prévention pour les professionnels des établissements scolaires (CAPPES), Neuenburg.

Mehrere Hypothesen betreffend die Ursachen der Erschöpfung bei Lehrpersonen, insbesondere die zwischenmenschlichen Herausforderungen gegenüber Schülerinnen und Schülern und Eltern, die Integrationsförderung in den Klassen, die Umsetzung des PER, die Digitalisierung, das mangelnde Verständnis zwischen den Generationen (X, Y und Z), die zu gross gewordene administrative Belastung oder die fehlenden beruflichen Herausforderungen (Routine und Perspektiven).

Die Kommission hat die verschiedenen Gründe für die Erschöpfung der Lehrpersonen erörtert und versucht, Massnahmen zu finden, um dagegen vorzugehen.

Nach Meinung der Kommission muss die Ausbildung der Lehrpersonen hinterfragt werden. Während die Lehrgewerkschaft eine Verlängerung der Grundausbildung in den PH auf vier Jahre befürwortet, sind verschiedene Kommissionsmitglieder der Ansicht, dass das Hauptproblem nicht die Studiendauer, sondern die mangelnde Betreuung von jungen Lehrpersonen während der Berufsausübung sei. Somit behält das von der Kommission bei der CIIP eingereichte Postulat, mit dem mehr Praxis in den PH gefordert wird, seine Gültigkeit.

Diesbezüglich empfiehlt die CIIP eine begleitete Berufseinführung mithilfe der bestehenden Mittel, die verstärkt werden könnten. Studierende an der PH oder der Universität werden im Rahmen ihrer Praktika sehr gut betreut. Nach Antritt ihrer Funktion jedoch finden die jungen Berufsleute einen ganz anderen Kontext vor und werden mit realen, teilweise unbekanntem Problemen allein gelassen. Dazu gehören didaktische Schwierigkeiten, der Dialog mit Eltern oder Schülerinnen und Schülern, mit Kollegen oder der Direktion – und genau in diesen Momenten müssten sie auf ein Coaching-System zurückgreifen können.

Die Kommission tendiert nicht zu einer Verlängerung der Grundausbildung der Lehrpersonen mit einem obligatorischen Master für alle. Die Meinungen gehen eher in Richtung Weiterbildungen, die aufgrund des im Laufe der Zeit bei den Lehrpersonen festgestellten Bedarfs vorgeschlagen werden sollten. Die Idee einer Validierung und einer Aufwertung dieser Weiterbildungen scheint interessant.

Die Mitglieder der CIIP fordern für den Primarschulunterricht keinen Master, was der aktuellen Tendenz in der ganzen Schweiz entspricht. Die Departementsvorsteher anerkennen jedoch die Notwendigkeit einer besseren Staffelung der Ausbildung und Betreuung, einschliesslich während der Zeit, in der sich die Lehrpersonen bereits im

¹ <http://www.le-ser.ch/actualites/rapport-2017-sur-la-sant%C3%A9-des-enseignants-romands>

Berufsalltag befinden. Zu diesem Zweck könnte eine Stärkung der Weiterbildung und deren teilweise Anerkennung und Zertifizierung eine gute Option sein.

Zurzeit befürchten die Kantone in erster Linie einen Lehrermangel. So haben sämtliche PH und Institutionen ihren Bestand erhöht oder sind dabei, ihn zu erhöhen, was hohe Kosten verursacht. Die Investitionen werden zunächst für diese Massnahmen verwendet und nicht für die Verlängerung der Ausbildung oder die Schaffung einer weiteren Zertifizierung des Berufsstandes. Natürlich ist es nötig, Prävention zu betreiben, allerdings muss auch ein Unterstützungsdispositiv bereitgestellt werden, das in bestimmten Fällen eingreifen kann, wie dies zum Beispiel im Kanton Neuenburg mit dem CAPPES geschieht.

Was die Ausbildung der Direktionen anbelangt, erinnert die CIIP daran, dass als Mindestausbildung ein CAS (Certificate of Advanced Studies) mit 15 Kreditpunkten verlangt wird. Es ist möglich, diese Ausbildung mit einem DAS (Diploma of Advanced Studies) im Bereich der Entwicklung und Umsetzung von Strategien für eine Bildungsanstalt zu ergänzen, die 30 Kreditpunkte erfordert, was einem halben akademischen Jahr entspricht. Um das Angebot anzupassen und diese Ausbildung zugänglicher zu machen, wurde die FORDIF (Formation en Direction d'Institutions de formation) aufgefordert, Weiterbildungen anzubieten, die sich spezifisch auf in der Praxis auftretende Probleme beziehen und konkrete Fallstudien umfassen.

Die Themen integrative Schule, Integration und Hilfsmittel für Generalisten wurden angeschnitten, erfordern jedoch eine separate Sitzung, die im Herbst 2019 organisiert wird.

4. RECHNUNG 2017

Zurzeit befindet sich die CIIP mitten in ihrem Vierjahresprogramm (2016–2019), da die «Legislatur» 2019 zu Ende geht. Seit einigen Jahren wurde der Beitrag der Kantone nicht mehr indexiert und ist unverändert geblieben. Dies gilt auch für das Budget 2019, das im vergangenen März von der Plenarversammlung der CIIP verabschiedet wurde.

Zurzeit zehrt die CIIP zum Teil von ihren Reserven: Der Lehrmittelfonds wurde 2012 aufgelöst, das Westschweizer Konsortium PISA existiert nicht mehr usw. Dank ihrer Restbeträge musste die CIIP von den Kantonen nicht mehr Geld verlangen. Die Konferenz lässt allerdings verlauten, dass sie sich, nachdem die Reserven aufgebraucht sind, auf defizitäre Rechnungsjahre einstellen muss. Den budgetierten Defiziten wird vorgebeugt, indem möglichst viel eingespart wird, zum Beispiel durch das Hinauszögern der Neubesetzung freier Stellen oder Einsparungen bei bestimmten, nicht vorrangigen Projekten, ohne dabei jedoch die Aktivitäten zu gefährden. Die Rechnungsjahre 2018 und 2019 können dank den Reserven leicht positiv abgeschlossen werden.

Hinter dem Programm 2020–2023 stehen jedoch zahlreiche Fragezeichen, da die Reserven erschöpft sein werden und andere Dossiers in den Vordergrund treten, wie zum Beispiel die Digitalisierung. Zurzeit werden Überlegungen zum künftigen Tätigkeitsfeld der CIIP angestellt, umso mehr, als eine zusätzliche Schwierigkeit hinzugekommen ist, nämlich die Rekapitalisierung der Vorsorgekasse des Staates Neuenburg, die beachtliche Beträge verschlingt. Dank der positiven Restbeträge befindet sich die CIIP nicht in einer dramatischen Situation, allerdings ist dennoch Vorsicht geboten.

Die IPK CSR hat die ihr vorgelegten Dokumente zum Rechnungsabschluss zur Kenntnis genommen.

5. BUDGET 2019 UND FINANZPLANUNG

Das Budget 2019 wurde deutlich überschritten, was jedoch dank vorsorglich realisierter Einsparungen in den Rechnungsjahren 2016 und 2017 ausgeglichen werden kann. Somit kann das Rechnungsjahr 2019, das letzte des laufenden Vierjahresprogramms, abgeschlossen werden.

Wie oben erwähnt, sah sich die CIIP mit einer Änderung des Gesetzes über die Vorsorgekasse für das Personal des Staates Neuenburg konfrontiert, der sie angeschlossen ist. Ab 2019 gilt ein Wechsel des Vorsorgesystems, was Auswirkungen auf den Arbeitgeberbeitrag hat. Aus diesem Grund mussten Lösungen mit den Kantonen gefunden werden. So konnte das Budget ohne Erhöhung des Betriebsbudgets verabschiedet werden.

Die IPK CSR nimmt das ihr vorgelegte Budget zur Kenntnis.

6. SCHLUSSFOLGERUNG – ABSCHLIESSENDE EMPFEHLUNG

Die interparlamentarische Kommission für die Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung (IPK CSR) empfiehlt den Parlamenten der Kantone Bern, Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura, den Tätigkeitsbericht der CIIP, der ihnen gemäss Artikel 20 der Westschweizer Schulvereinbarung unterbreitet wird, zur Kenntnis zu nehmen.

Genf, Mai 2019

Jean Romain

Präsident IPK CSR 2018